

2025/04
Réf. 27/03 -04

Date de convocation : 13/03/2025
Nb de membres en exercice : 63
Présents : 33
Nb de suffrages exprimés : 38
VOTE : Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DE GESTION & D'AMÉNAGEMENT TECH-ALBÈRES

Séance du 27 Mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mars à dix-sept heures trente, le comité syndical du Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, Salle du Préau à Saint-André, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Alexandre PUIGNAU.

OBJET : DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Étaient présents avec droit de vote :

M. JEAN ASTIE (TITULAIRE), Mme MARTINE BECK (SUPPLEANT), M. LAURENT BERNARDY (TITULAIRE), M. FRANCIS BERTHELIER (TITULAIRE), M. YVES BLIN (TITULAIRE), M. DANIEL BONNEFOY (TITULAIRE), M. CHRISTIAN BOTTEIN (TITULAIRE), M. ANTOINE CASANOVAS (TITULAIRE), M. ANTOINE CHRYSOSTOME (TITULAIRE), M. CLAUDE COMMES (TITULAIRE), M. MARC DE BESOMBES-SINGLA (TITULAIRE), M. ROBERT DUGNAC (TITULAIRE), M. SERGE FAJAL (TITULAIRE), M. CLAUDE FERRER (TITULAIRE), M. DENIS FOURNY (TITULAIRE), Mme CORINNE GAILLOT (TITULAIRE), M. BRUNO GALAN (TITULAIRE), Mme JOSELINE LAFON (SUPPLEANT), M. JEAN LAURENT (SUPPLEANT), M. MICHEL LESOT (SUPPLEANT), Mme MARIE-JOSÉ MACABIÉS (TITULAIRE), M. DANIEL MEILLAT (SUPPLEANT), M. CHRISTIAN NAUTE (TITULAIRE), M. ALEXANDRE PUIGNAU (TITULAIRE), M. GERARD PUJOL (TITULAIRE), M. FRANCIS QUINTANE (TITULAIRE), M. JEAN-MARC RONFLARD (TITULAIRE), M. JEAN-MICHEL SOLE (TITULAIRE), M. MICHEL THIRIET (TITULAIRE), M. ANDRE TRIVES (TITULAIRE), M. JEAN VILA (TITULAIRE), M. JACQUES VILANOVE (TITULAIRE), M. GUY VINOT (TITULAIRE),

Étaient représentés / ayant donné procuration :

M. MARCEL COLL (TITULAIRE) donne procuration à M. DANIEL BONNEFOY (TITULAIRE), M. PATRICK DORANDEU (TITULAIRE) donne procuration à M. CLAUDE FERRER (TITULAIRE), M. XAVIER JUHEL (TITULAIRE) donne procuration à Mme MARIE JOSÉ MACABIÉS (TITULAIRE), Mme MAYA LESNE (TITULAIRE) donne procuration à M. LAURENT BERNARDY (TITULAIRE), M. MARTI VILA PASOLA (TITULAIRE) donne procuration à M. DENIS FOURNY (TITULAIRE),

Absents excusés :

M. JACQUES ARNAUDIES (TITULAIRE), M. PATRICK CASADEVALL (TITULAIRE), M. JEAN-LOUIS CATALA (TITULAIRE), Mme LYDIE FOURC (SUPPLEANT), M. NICOLAS GARCIA (TITULAIRE), M. JEAN-MARIE GOURGUES (TITULAIRE), Mme ANNIE LAMARQUE (SUPPLEANT), M. PÈRE MANZANARES (SUPPLEANT), Mme MARTINE MAUGUIN (TITULAIRE), M. ANTOINE PARRA (TITULAIRE), Mme ANNIE PEZIN (TITULAIRE), Mme MICHELE RAYE DEBRAS (TITULAIRE), M. ALAIN RAYMOND (TITULAIRE), Mme NATHALIE REGOND PLANAS (TITULAIRE), M. PIERRE SERRA (TITULAIRE), M. HAROLD SOUILLER (TITULAIRE),

Autres participants : M. CLAUDE MARCELO (SUPPLEANT) et Mme FANNY FONTAINE (DGS CC Vallespir)

Monsieur Yves BLIN a été nommé secrétaire de séance, conformément à l'article L2121-15 du CGCT.

OBJET : DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Considérant qu'il convient d'attester par délibération de l'accomplissement de ce débat.

Le Président rappelle les principaux éléments d'information contenus dans le Rapport d'Orientation Budgétaire transmis aux délégués syndicaux et joint en annexe à la présente délibération :

- **L'état de la dette et des engagements pluriannuels ;**
- **Les résultats d'exploitation 2024 et leur affectation ;**
- **Les opérations déjà inscrites, à engager ou finaliser et les nouvelles propositions pour 2025 ;**
- **Les participations des EPCI-FP ci-dessous présentées pour 2025 ;**

| | Participation 2025 | GEMAPI | HORS GEMAPI |
|---------------------------|--------------------|--------------|--------------|
| CC du VALLESPIR | 192 121,87 € | 165 635,68 € | 26 486,20 € |
| CC des Aspres | 46 607,63 € | 39 573,97 € | 7 033,65 € |
| CC du Haut Vallespir | 132 911,60 € | 115 528,68 € | 17 382,92 € |
| CC Alberes Côte Vermeille | 729 902,44 € | 642 858,77 € | 87 043,67 € |
| total de vérification | 1 101 543,54 € | 963 597,10 € | 137 946,44 € |

Ayant débattu, le comité syndical

Décide à l'unanimité,

- **D'attester** de l'accomplissement du débat sur les orientations budgétaires prévu par la réglementation susvisée;
- **De fixer** les participations des EPCI-FP ci-dessus présentées pour 2025.

Fait et délibéré à Saint-André, les jour, mois et an que dessus.

Pour expédition conforme,
Le Président
Alexandre PUIGNAU
Maire de Les Cluses

Le / La Secrétaire de Séance :



Envoyé en préfecture le 31/03/2025

Reçu en préfecture le 31/03/2025

Publié le

ID : 066-200078269-20250327-DELIB2025_04-DE

Berger
Levrault



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

SYNDICAT DU
tech
GESTION DES COURS D'EAU

Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères

34, Rue de la République - 66 160 LE BOULOU

T : 04.68.87.08.78 - F : 04.68.85.37.72

Courriel : contact@syndicatdutech.fr - Site internet : www.syndicatdutech.fr

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Sommaire

| | |
|---|----|
| ① - LE CADRE RÉGLEMENTAIRE..... | 3 |
| ② - LE CADRE STRATÉGIQUE | 5 |
| a/ La structure et son périmètre | 5 |
| b/ Les outils de planification , programmes opérationnels et contractuels | 7 |
| c/ La gouvernance | 8 |
| d/ L'équipe technique au 31/12/2024 | 12 |
| ③ - LE CADRE BUDGÉTAIRE | 13 |
| a/ Budget Primitif 2024 | 13 |
| b/ Les résultats 2024 | 15 |
| c/ Proposition d'affectation des résultats | 22 |
| d/ Etat de la dette | 23 |
| ④ - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2025..... | 25 |
| a/ Les engagement pluriannuels d'investissement | 27 |
| b/ Les opérations pour 2025 | 28 |
| | 28 |
| Tableaux de synthèse | 28 |
| Descriptif synthétique des opérations "réinscrites" au BP 2025: | 29 |
| Descriptif synthétique des nouvelles opérations à inscrire au BP 2025: | 30 |
| Les actions connexes en 2025 | 33 |
| c/ Les participations prévisionnelles des EPCI pour 2025 | 33 |
| d/ Les effectifs | 33 |
| ⑤ - BILAN SYNTHÉTIQUE 2024 ET PERSPECTIVES 2025 | 35 |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

1 - LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

Depuis la Loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, et aux termes de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose dans les communes de 3 500 habitants et plus, ainsi que dans les groupements de communes assimilés, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Première phase du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est une étape essentielle qui permet de rendre compte de la gestion de la collectivité.

La Loi n°2015-991 du 07 Août 2015, portant nouvelle organisation de territoriale de la République dite Loi "NOTRe", crée de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Ainsi, par son article 107, elle a modifié les articles L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs au DOB, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, ces nouvelles dispositions imposent au Président de l'exécutif de présenter à son organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne notamment les communes de plus de 3 500 habitants (alinéa 2 de l'article L.2312-1) et leurs établissements publics (alinéas 1 et 2 de l'article L.5211-36). Pour les communes de plus de 10 000 habitants (alinéa 3 de l'article L.2312-1) et les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (alinéa 2 de l'article L.5211-36), ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire et l'article D. 2312-3.-A. du CGCT .

Enfin, l'article 13 de la loi 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 dispose également qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, les collectivités et groupement de collectivités territoriales présentent leurs objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ainsi que l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Le rapport donne lieu à un débat puis à un vote qui est acté par une délibération spécifique également transmise au représentant de l'État dans le département.

Article L2312-1 du CGCT - Modifié par LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 107

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

Article L5211-36 du CGCT - Modifié par LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 107

Sous réserve des dispositions qui leur sont propres, les dispositions du livre III de la deuxième partie sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale

Toutefois, les articles L. 2312-1 et L. 2313-1 ne s'appliquent qu'aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compte plus de 10 000 habitants et comprend au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport sur les orientations budgétaires prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2312-1 comporte la présentation mentionnée au troisième alinéa du même article L. 2312-1. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. Les lieux de mise à la disposition du public sont le siège de l'établissement et les mairies des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Article D2312-3 du CGCT -Créé par Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 - art. 1

A. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives:

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.

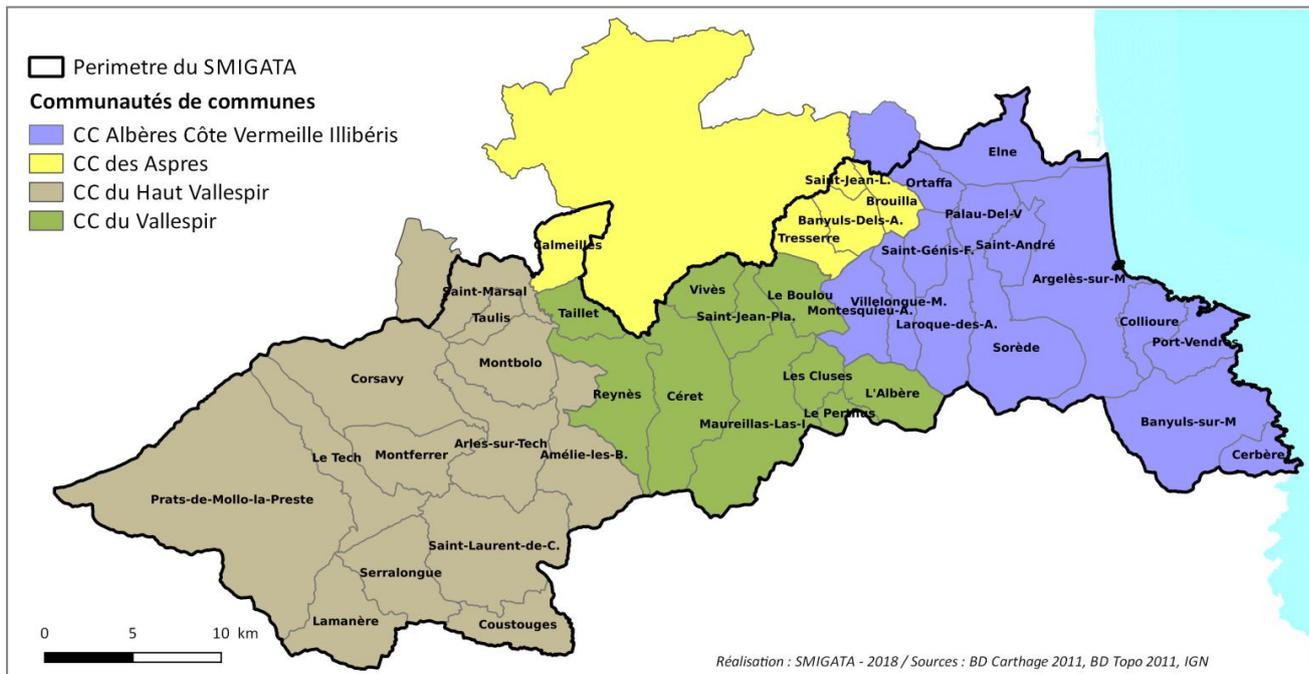
Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

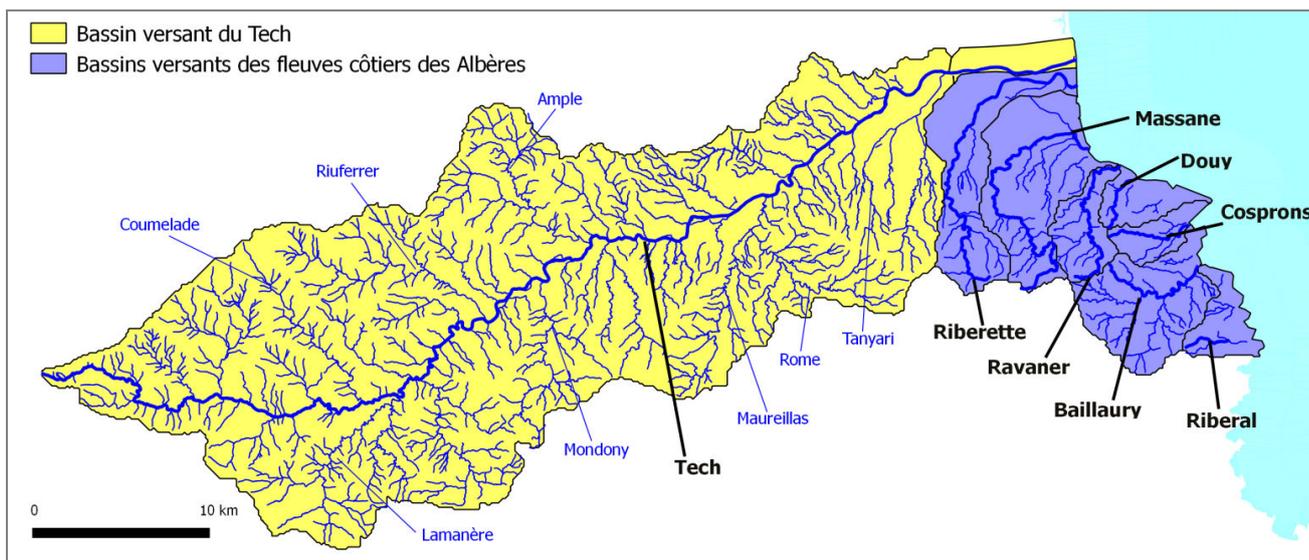
2 - LE CADRE STRATÉGIQUE

a/ La structure et son périmètre

Issu de la transformation du Syndicat Intercommunal de Gestion et d'Aménagement du Tech (SIGA TECH) par arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLAI/2017362-0006 en date du 28/12/2017, le Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères (SMIGATA) est composé des 4 EPCI-FP du territoire, à savoir les communautés de communes du Haut Vallespir, du Vallespir, des Aspres et des Albères-Côte Vermeille- Illibéris. Il regroupe géographiquement les 42 communes composant les bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères pour une population globale de 90 668 hab. (INSEE 2025).



Le Syndicat a pour objet sur son périmètre de promouvoir et de coordonner une gestion globale de l'Eau sur les bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères et de la Côte Vermeille.



L'objet du Syndicat s'inscrit dans les principes suivants :

- Restaurer, préserver et valoriser une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères et de la Côte Vermeille;
- Optimiser la gestion quantitative et qualitative de la ressource ;
- Développer une politique de maîtrise du risque d'inondations et de crues torrentielles.

Point important : le syndicat est en charge, depuis le 1er janvier 2018, de la mise en application de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) sur le territoire Tech-Albères.

Celle-ci se définit de la façon suivante :

- Au titre de l'item 1° de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, l'aménagement des bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères et de la Côte Vermeille ou d'une fraction de ces bassins, en lien avec son objet. Cette mission comprend notamment l'étude et la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement sur des thématiques telles que les zones d'expansion des crues, la restauration de l'espace de mobilité, les études hydrogéomorphologiques.
- Au titre de l'item 2° de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux ou plans d'eau, tels que définis à l'article L.215-7-1 du code de l'environnement, à l'exclusion des obligations d'entretien régulier des propriétaires riverains. Cette mission comprend notamment l'entretien des berges, de la ripisylve et des atterrissements dans le cadre de plans pluriannuels.
- Au titre de l'item 5° de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, la défense contre les inondations et contre la mer. Cette mission comprend notamment la définition, la régularisation et la gestion des systèmes d'endiguement. (Cf. NB ci-dessous)
- Au titre de l'item 8° de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des formations boisées riveraines. Cette mission comprend notamment les opérations de renaturation et de restauration des cours d'eau et zones humides (actions en faveur de la continuité écologique, le transport sédimentaire, la restauration morphologique et la gestion des zones humides).

NB : A noter que par arrêté préfectoral en date du 26/12/2019, les statuts ont été modifiés afin de restituer la compétence "défense contre la mer" à la communauté de communes ACVI, d'apporter une clarification sur les compétences hors GEMAPI du syndicat (item 12° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement) et préciser les exclusions de compétences et de responsabilités.

Le Syndicat conserve par ailleurs ses missions initiales d'animation et de coordination au titre de l'item 12° de l'article L. 211-7 de code de l'environnement et, pour cela, ses moyens d'intervention consisteront comme précédemment en diverses procédures contractuelles à vocation de planification, comme le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE TECH-ALBERES), la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI), le document d'objectifs NATURA 2000 "Les rives du Tech", ou plus opérationnelles comme l'accord cadre territorial avec l'Agence de l'Eau ou le renouvellement du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ...

Il est également en charge de l'élaboration et de la mise en application de plans de gestion de la végétation riveraine et des sédiments (SRE) et anime/coordonne la mise en œuvre d'un PGRE (Plan de Gestion de la Ressource en Eau).

Le fonctionnement de la structure, tout comme ses interventions, est régi financièrement par un principe de solidarité territoriale. Ainsi, La contribution des membres du syndicat est calculée en fonction des dépenses prévues par le comité syndical lors de chaque exercice budgétaire.

La contribution des membres est composée de deux parts : une contribution solidaire et une contribution territorialisée.

Le montant de la contribution solidaire est égal, d'une part, à l'intégralité des dépenses du syndicat à

l'exception des dépenses relevant de l'Item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, et d'autre part, à 20% des dépenses d'investissements (et des charges d'emprunt associées, du syndicat relevant de l'Item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement.

Il convient de mentionner que le montant des dépenses servant à calculer la contribution solidaire est diminué des subventions ou autres recettes perçues par le syndicat. Le montant de la contribution solidaire correspond donc au reste à charge pour le syndicat durant l'exercice budgétaire.

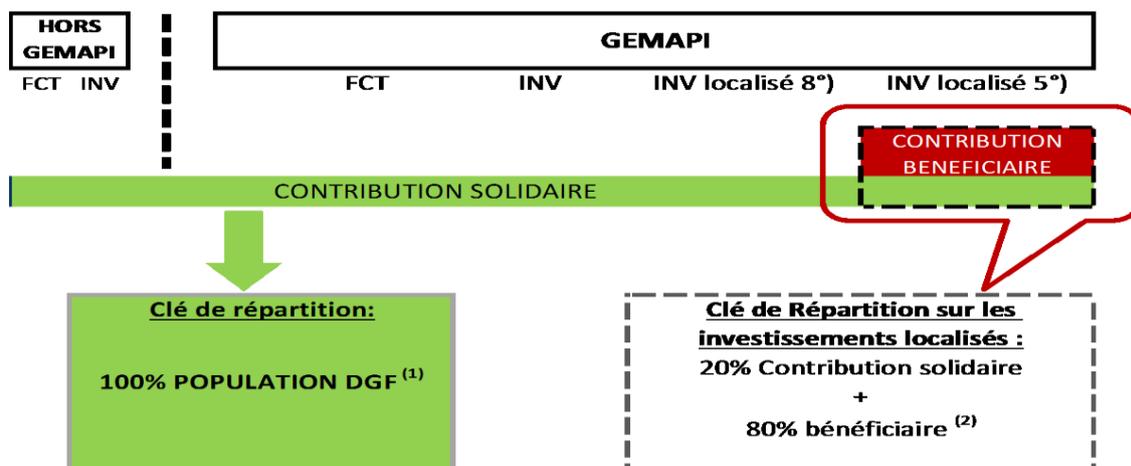
La contribution solidaire est répartie entre les membres du syndicat selon l'unique critère de la population DGF, étant entendu que seules les communes appartenant au bassin versant sont prises en compte pour chacun des membres.

La population DGF à prendre en compte est celle publiée par les services de l'État, l'année N-1.

La contribution territorialisée est assumée par le bénéficiaire des investissements relevant de l'item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement. Le montant de cette contribution correspond à 80% des dépenses d'investissements susmentionnés et charges d'emprunt associées devant être financées par le syndicat déduction faite des subventions ou autres recettes afférentes.

Chaque année et sur la base d'un budget prévisionnel établi par le comité syndical, le montant des contributions est notifié aux membres après délibération du comité syndical.

De façon schématique :



(1) Population DGF de l'année n - 1

(2) L'EPCI-FP bénéficiaire est celui sur le territoire duquel l'investissement est réalisé

b/ Les outils de planification , programmes opérationnels et contractuels

En 2024, le Syndicat a poursuivi le portage, l'animation et la mise en œuvre de différents plans et programmes :

- **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), approuvé le 29.12.2017**

Le SAGE devait être mis en œuvre pendant 6 ans, il sera révisé à compter de 2025 afin d'intégrer les nouvelles attentes et problématiques du territoire sur la base d'un état des lieux actualisé.

L'objectif est de satisfaire les usages de l'homme et les activités tout en protégeant la ressource en eau et les milieux aquatiques dans une vision d'ensemble et à long terme. Il fixe pour cela les orientations et les règles sur les grands enjeux de l'eau : Quantité, Qualité, Cours d'eau, Inondations et Gouvernance. Aujourd'hui, **le SAGE s'impose à tous les projets liés à l'eau et les documents d'urbanisme du territoire.**

- **Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE), validé le 28.05.2018**
Le PGRE a été programmé sur **3 ans** (2018-2024) et a été révisé et prolongé dans l'attente de son remplacement par un projet de territoire pour la gestion de l'Eau (PTGE) qui devra intégrer une vision prospective de la ressource tenant compte du changement climatique et des usages . Le PGRE contient des **actions opérationnelles** portées par différents acteurs (gestionnaires de canaux et de l'eau potable, Syndicat du Tech,...) afin de **rétablir un équilibre entre ressources disponibles et prélèvements**. Le PGRE vise à la fois des économies d'eau (19Mm3), des mesures de gestion pour mieux faire face aux situations de sécheresse et la recherche de ressources alternatives (stockages, réutilisation des eaux usées,...). Élaborées en concertation, les actions inscrites au PGRE peuvent ainsi bénéficier d'aides financières importantes.

- **Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI), arrêtée le 06.09.2018**
La SLGRI aurait dû suivre le 1^{er} cycle de la Directive Inondation 2016-2021 mais n'a été approuvée qu'en 2018. Elle aurait déjà dû être révisée pour suivre le 2nd cycle : 2022-2027 ce qui n'a pas été le cas faute de consignes de l'Etat.

- **Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention (ou programme d'études préalables), approuvé par le Préfet le 20 Août 2021**
Avec **33 fiches actions**, ce programme opérationnel d'un montant de 2.2M€ sur une durée de 3 ans a pour ambition de **développer des opérations pour se préparer aux risques**, mieux gérer les situations de crise, réduire la vulnérabilité des personnes et des biens et gérer les digues. L'ensemble des actions inscrites au PAPI pourront prétendre à des subventions jusqu'à 80%. En 2024, le programme a été prorogé d'un an. Des difficultés avec les aides du Fonds Barnier fin 2024 vont certainement décaler encore le calendrier prévisionnel de fin de réalisation.

- **Programmations de travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau**
Les programmations de travaux se poursuivent en continu sous couvert de la DIG globale obtenue pour la période 2019-2023 reconduite pour 5 ans en octobre 2024. Leur budget a été porté à près de 600 000€/an depuis 2019.

c/ La gouvernance

Le Président de la structure est un élu du territoire : Monsieur Alexandre PUIGNAU, Maire de Les Cluses, Délégué de la Communauté de Communes du Vallespir.

Il est accompagné dans ses fonctions par un comité syndical composé de 63 délégués titulaires (dont a minima 1 délégué titulaire par commune) et 63 délégués suppléants (dont a minima 1 délégué suppléant par commune) répartis entre les quatre établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la manière suivante :

| EPCI-FP | Nombre de délégués Titulaires | Nombre de délégués Suppléants |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| CC du Haut Vallespir | 16 | 16 |
| CC du Vallespir | 14 | 14 |
| CC des Aspres | 6 | 6 |
| CC des Albères - Côte Vermeille - Illibéris | 27 | 27 |

Un bureau avec 4 vice-présidents (1 par EPCI) et une équipe administrative et technique, aux compétences et aux savoir-faire complémentaires.

Ci-contre le Bureau: de gauche à droite :

- **Laurent BERNARDY**, Maire de Banyuls dels Aspres, Vice Président pour la CC des Aspres
- **Claude FERRER**, Maire de Prats de Mollo, Vice Président pour la CC Haut Vallespir
- **Alexandre PUIGNAU**, Maire de Les Cluses, Président



- **Antoine PARRA**, Maire d'Argelès sur Mer,
Vice Président pour le CCACVI
- **Jacques ARNAUDIÈS**, Maire de Vivès,
Vice Président pour la CC Vallespir

Au 31/12/2024, les représentants des EPCI pour les 42 communes sont :

| CC HAUT VALLESPIR | | | | | | |
|-------------------|----|------------------|-----------|-----|-------------|--------------------|
| CCHV | 1 | AMELIE LES BAINS | TITULAIRE | M. | JEAN-VICTOR | HERETE |
| CCHV | 1 | AMELIE LES BAINS | SUPPLEANT | M. | Alain | LLAURENSY |
| CCHV | 2 | ARLES SUR TECH | TITULAIRE | M. | DAVID | PLANAS |
| CCHV | 2 | ARLES SUR TECH | SUPPLEANT | M. | JEAN-LOUIS | VIRGILI |
| CCHV | 3 | CORSAVY | TITULAIRE | M. | ANTOINE | CHRYSOSTOME |
| CCHV | 3 | CORSAVY | SUPPLEANT | M. | BENJAMIN | MALASSINGNE |
| CCHV | 4 | COUSTOUGES | TITULAIRE | M. | MICHEL | GARRIGUE |
| CCHV | 4 | COUSTOUGES | SUPPLEANT | Mme | MARTINE | BECK |
| CCHV | 5 | LAMANÈRE | TITULAIRE | M. | JACKY | PUJOL |
| CCHV | 5 | LAMANÈRE | SUPPLEANT | Mme | PIERRETTE | JUANOLE DEMOULIN |
| CCHV | 6 | MONTBOLO | TITULAIRE | M. | XAVIER | JUHEL |
| CCHV | 6 | MONTBOLO | SUPPLEANT | M. | PAUL | DANTRAS |
| CCHV | 7 | MONTFERRER | TITULAIRE | M. | JEAN-MARIE | GOURGUES |
| CCHV | 7 | MONTFERRER | SUPPLEANT | Mme | NADINE | BARRIAC |
| CCHV | 8 | PRATS DE MOLLO | TITULAIRE | M. | PATRICK | DORANDEU |
| CCHV | 8 | PRATS DE MOLLO | SUPPLEANT | Mme | FRANCINE | BORRAT |
| CCHV | 9 | ST LAURENT DE C. | TITULAIRE | M. | MARCEL | COLL |
| CCHV | 9 | ST LAURENT DE C. | SUPPLEANT | M. | CHRISTIAN | JODAS |
| CCHV | 10 | ST MARSAL | TITULAIRE | M. | DANIEL | BONNEFOY |
| CCHV | 10 | ST MARSAL | SUPPLEANT | Mme | HUGUETTE | VILLELONGUE |
| CCHV | 11 | SERRALONGUE | TITULAIRE | M. | PHILIPPE | JUANOLA |
| CCHV | 11 | SERRALONGUE | SUPPLEANT | Mme | MACHTELD | LEMPENS |
| CCHV | 12 | TAULIS | TITULAIRE | Mme | MARTINE | MAUGUIN |
| CCHV | 12 | TAULIS | SUPPLEANT | M. | ROMAIN | CAYUELA |
| CCHV | 13 | LE TECH | TITULAIRE | M. | PIERRE | SWERTS |
| CCHV | 13 | LE TECH | SUPPLEANT | M. | GUILLAUME | CERVANTES |
| CCHV | 14 | CCHV | TITULAIRE | M. | CLAUDE | FERRER |
| CCHV | 14 | CCHV | SUPPLEANT | M. | GUY | METIVIER |
| CCHV | 15 | CCHV | TITULAIRE | M. | MICHEL | ANRIGO |
| CCHV | 15 | CCHV | SUPPLEANT | Mme | MARIE | COSTA |
| CCHV | 16 | CCHV | TITULAIRE | Mme | MARIE-JOSÉ | MACABIES |
| CCHV | 16 | CCHV | SUPPLEANT | M. | RICHARD | TENAS |
| CC VALLESPIR | | | | | | |
| CCV | 1 | L'ALBÈRE | TITULAIRE | M. | MARC | DE BESOMBES-SINGLA |
| CCV | 1 | L'ALBÈRE | SUPPLEANT | M. | STEPHANE | DOUBIN |
| CCV | 2 | LE BOULOU | TITULAIRE | M. | ROBERT | DUGNAC |
| CCV | 2 | LE BOULOU | SUPPLEANT | M. | CLAUDE | MARCELO |
| CCV | 3 | CÉRET | TITULAIRE | M. | MARTI | VILA PASOLA |
| CCV | 3 | CÉRET | SUPPLEANT | M. | STEPHANE | BERTHELOT |
| CCV | 4 | LES CLUSES | TITULAIRE | M. | DENIS | FOURNY |
| CCV | 4 | LES CLUSES | SUPPLEANT | Mme | SANDRINE | MARTIN |

| | | | | | | |
|-----|----|-------------------|-----------|-----|-------------|-------------|
| CCV | 5 | MAUREILLAS | TITULAIRE | M. | JEAN | |
| CCV | 5 | MAUREILLAS | SUPPLEANT | M. | MICHEL | VIZERN |
| CCV | 6 | LE PERTHUS | TITULAIRE | M. | PIERRE | SERRA |
| CCV | 6 | LE PERTHUS | SUPPLEANT | M. | OSCAR | PLANAS |
| CCV | 7 | REYNÈS | TITULAIRE | M. | FREDERIC | HEBRARD |
| CCV | 7 | REYNÈS | SUPPLEANT | M. | SYLVAIN | GARCIA |
| CCV | 8 | ST JEAN PLA DE C. | TITULAIRE | M. | PATRICK | CASADEVALL |
| CCV | 8 | ST JEAN PLA DE C. | SUPPLEANT | M. | ERIC | BAILLE |
| CCV | 9 | TAILLET | TITULAIRE | Mme | MICHELE | RAYE DEBRAS |
| CCV | 9 | TAILLET | SUPPLEANT | M. | DOMINIQUE | PLANCHON |
| CCV | 10 | VIVÈS | TITULAIRE | M. | CHRISTIAN | BOTTEIN |
| CCV | 10 | VIVÈS | SUPPLEANT | M. | PIERRE | VILACECA |
| CCV | 11 | CCV | TITULAIRE | M. | ALAIN | RAYMOND |
| CCV | 11 | CCV | SUPPLEANT | Mme | JOSELINE | LAFON |
| CCV | 12 | CCV | TITULAIRE | M. | JACQUES | ARNAUDIES |
| CCV | 12 | CCV | SUPPLEANT | M. | GUY | GATOUNES |
| CCV | 13 | CCV | TITULAIRE | Mme | SANDRINE | CAPEILLE |
| CCV | 13 | CCV | SUPPLEANT | M. | PIERRE | PLANAS |
| CCV | 14 | CCV | TITULAIRE | M. | ALEXANDRE | PUIGNAU |
| CCV | 14 | CCV | SUPPLEANT | M. | JEAN-CLAUDE | FAUCON |

CC ASPRES

| | | | | | | |
|-----|---|-------------------|-----------|-----|------------|-----------------|
| CCA | 1 | BANYULS DELS A. | TITULAIRE | M. | LAURENT | BERNARDY |
| CCA | 1 | BANYULS DELS A. | SUPPLEANT | M. | MATTHIEU | MAIRENDE GOUGES |
| CCA | 2 | BROUILLA | TITULAIRE | M. | CLAUDE | COMMES |
| CCA | 2 | BROUILLA | SUPPLEANT | M. | BERNARD | PACCIANUS |
| CCA | 3 | CALMEILLES | TITULAIRE | M. | HAROLD | SOUILLER |
| CCA | 3 | CALMEILLES | SUPPLEANT | M. | GERARD | CHINAUD |
| CCA | 4 | ST JEAN LASSEILLE | TITULAIRE | Mme | FABIENNE | JEAN |
| CCA | 4 | ST JEAN LASSEILLE | SUPPLEANT | M. | DANIEL | MEILLAT |
| CCA | 5 | TRESSERRE | TITULAIRE | M. | MICHEL | THIRIET |
| CCA | 5 | TRESSERRE | SUPPLEANT | Mme | FREDERIQUE | VAQUER |
| CCA | 6 | CCA | TITULAIRE | Mme | MAYA | LESNE |
| CCA | 6 | CCA | SUPPLEANT | M. | PHILIPPE | XANCHO |

CC ALBERES - COTE VERMEILLE - ILLIBERIS

| | | | | | | |
|--------|---|-----------------|-----------|-----|-------------|-----------|
| CCACVI | 1 | ARGELÈS SUR MER | TITULAIRE | M. | ANTOINE | PARRA |
| CCACVI | 1 | ARGELÈS SUR MER | SUPPLEANT | Mme | JULIE | SANZ |
| CCACVI | 2 | ARGELÈS SUR MER | TITULAIRE | M. | ANTOINE | CASANOVAS |
| CCACVI | 2 | ARGELÈS SUR MER | SUPPLEANT | M. | BENOIT | RIBARD |
| CCACVI | 3 | ARGELÈS SUR MER | TITULAIRE | M. | STEPHANE | PINEDA |
| CCACVI | 3 | ARGELÈS SUR MER | SUPPLEANT | Mme | LYDIE | FOURC |
| CCACVI | 4 | ARGELÈS SUR MER | TITULAIRE | M. | JACQUES | VILANOVE |
| CCACVI | 4 | ARGELÈS SUR MER | SUPPLEANT | Mme | ISABELLE | MORESCHI |
| CCACVI | 5 | BANYULS SUR MER | TITULAIRE | M. | JEAN-MICHEL | SOLE |
| CCACVI | 5 | BANYULS SUR MER | SUPPLEANT | M. | OLIVIER | LACAZE |
| CCACVI | 6 | BANYULS SUR MER | TITULAIRE | M. | GUY | VINOT |
| CCACVI | 6 | BANYULS SUR MER | SUPPLEANT | M. | DIDIER | BURBKAM |
| CCACVI | 7 | CERBÈRE | TITULAIRE | M. | BORIS | IGONET |
| CCACVI | 7 | CERBÈRE | SUPPLEANT | M. | JEROME | CANOVAS |

| | | | | | | |
|--------|----|-----------------|-----------|-----|--------------|---------------|
| CCACVI | 8 | COLLIOURE | TITULAIRE | M. | BERGÈRE | FAJAL |
| CCACVI | 8 | COLLIOURE | SUPPLEANT | M. | GUY | LLOBET |
| CCACVI | 9 | COLLIOURE | TITULAIRE | M. | JOEL | BOUSCARRA |
| CCACVI | 9 | COLLIOURE | SUPPLEANT | Mme | ANNIE | LAMARQUE |
| CCACVI | 10 | ELNE | TITULAIRE | Mme | ANNIE | PEZIN |
| CCACVI | 10 | ELNE | SUPPLEANT | M. | FRANCIS | MOLINA |
| CCACVI | 11 | ELNE | TITULAIRE | M. | NICOLAS | GARCIA |
| CCACVI | 11 | ELNE | SUPPLEANT | M. | PÈRE | MANZANARES |
| CCACVI | 12 | ELNE | TITULAIRE | M. | ANDRE | TRIVES |
| CCACVI | 12 | ELNE | SUPPLEANT | M. | JACQUES | FAJULA |
| CCACVI | 13 | LAROQUE DES A. | TITULAIRE | M. | CHRISTIAN | NAUTE |
| CCACVI | 13 | LAROQUE DES A. | SUPPLEANT | M. | ROBERT | SANCHEZ |
| CCACVI | 14 | LAROQUE DES A. | TITULAIRE | M. | GERARD | PUJOL |
| CCACVI | 14 | LAROQUE DES A. | SUPPLEANT | M. | PATRICE | REMY |
| CCACVI | 15 | MONTESQUIEU | TITULAIRE | M. | JEAN-LOUIS | CATALA |
| CCACVI | 15 | MONTESQUIEU | SUPPLEANT | M. | MICHEL | LESOT |
| CCACVI | 16 | ORTAFFA | TITULAIRE | M. | RAYMOND | PLA |
| CCACVI | 16 | ORTAFFA | SUPPLEANT | Mme | MARIE-PIERRE | SADOURNY |
| CCACVI | 17 | PALAU DEL VIDRE | TITULAIRE | M. | BRUNO | GALAN |
| CCACVI | 17 | PALAU DEL VIDRE | SUPPLEANT | M. | LAURENT | DAUBA |
| CCACVI | 18 | PALAU DEL VIDRE | TITULAIRE | M. | BERTRAND | WERNER |
| CCACVI | 18 | PALAU DEL VIDRE | SUPPLEANT | Mme | SOPHIE | FERTON |
| CCACVI | 19 | PORT-VENDRES | TITULAIRE | M. | JEAN | ASTIE |
| CCACVI | 19 | PORT-VENDRES | SUPPLEANT | M. | FREDERIC | MUCCHIELLI |
| CCACVI | 20 | PORT-VENDRES | TITULAIRE | M. | YVES | BLIN |
| CCACVI | 20 | PORT-VENDRES | SUPPLEANT | M. | GREGORY | MARTY |
| CCACVI | 21 | SAINT ANDRÉ | TITULAIRE | M. | FRANCIS | QUINTANE |
| CCACVI | 21 | SAINT ANDRÉ | SUPPLEANT | M. | JEAN-MARC | RESPAUT |
| CCACVI | 22 | SAINT ANDRÉ | TITULAIRE | Mme | CORINNE | GAILLOT |
| CCACVI | 22 | SAINT ANDRÉ | SUPPLEANT | M. | JEAN-JACQUES | ZANIN |
| CCACVI | 23 | ST GENIS DES F. | TITULAIRE | Mme | NATHALIE | REGOND PLANAS |
| CCACVI | 23 | ST GENIS DES F. | SUPPLEANT | M. | JEAN | LAURENT |
| CCACVI | 24 | ST GENIS DES F. | TITULAIRE | M. | FRANCIS | BERTHELIER |
| CCACVI | 24 | ST GENIS DES F. | SUPPLEANT | M. | SYLVAIN | VIVES |
| CCACVI | 25 | SORÈDE | TITULAIRE | M. | JEAN-MARC | RONFLARD |
| CCACVI | 25 | SORÈDE | SUPPLEANT | Mme | ANNE MARIE | BRUNIE |
| CCACVI | 26 | SORÈDE | TITULAIRE | M. | YVES | PORTEIX |
| CCACVI | 26 | SORÈDE | SUPPLEANT | M. | PHILIPPE | GUIMEZANES |
| CCACVI | 27 | VILLELONGUE M. | TITULAIRE | M. | CHRISTIAN | NIFOSI |
| CCACVI | 27 | VILLELONGUE M. | SUPPLEANT | M. | LOUIS PIERRE | SCHWEER CASES |

En complément des instances syndicales, depuis février 2009, une Commission Locale de l'Eau (CLE) pluridisciplinaire et multi partenariale (collectivités, administrations, associations, chambres consulaires et représentants socioprofessionnels...) assiste le processus décisionnel et développe une concertation accrue avec l'ensemble des acteurs du territoire et usagers de l'Eau.

Les comptes-rendus des comités syndicaux et de la CLE sont disponibles sur le site internet :
www.syndicatdutech.fr

d/ L'équipe technique au 31/12/2024

Envoyé en préfecture le 31/03/2025
Reçu en préfecture le 31/03/2025
Publié le 
ID : 066-200078269-20250327-DELIB2025_04-DE

Isabelle FARRES
Directrice
direction@syndicatdutech.fr



**Pôle administratif
et comptable**

Cathy SZAJEK
Responsable Finances et RH
admi@syndicatdutech.fr

Emma PFISTER
Assistante
contact@syndicatdutech.fr


Pôle technique

Service SAGE/PGRE
Julien LE GUERN
Chargé de mission SAGE et PGRE
sage@syndicatdutech.fr

Service Travaux / Milieux
David THOMAS
Technicien Rivière - Travaux
technique@syndicatdutech.fr

Service Risques
Nicolas DELAMON
Chargé de mission PAPI
risques@syndicatdutech.fr

Betty COMTE
Chargée de missions PGRE
pgre@syndicatdutech.fr

Chloé LECOQ
Technicien Rivière - Travaux
rivieres@syndicatdutech.fr

LUKE DERIES GLAISTER
Renfort PAPI 6 mois

3 - LE CADRE BUDGÉTAIRE

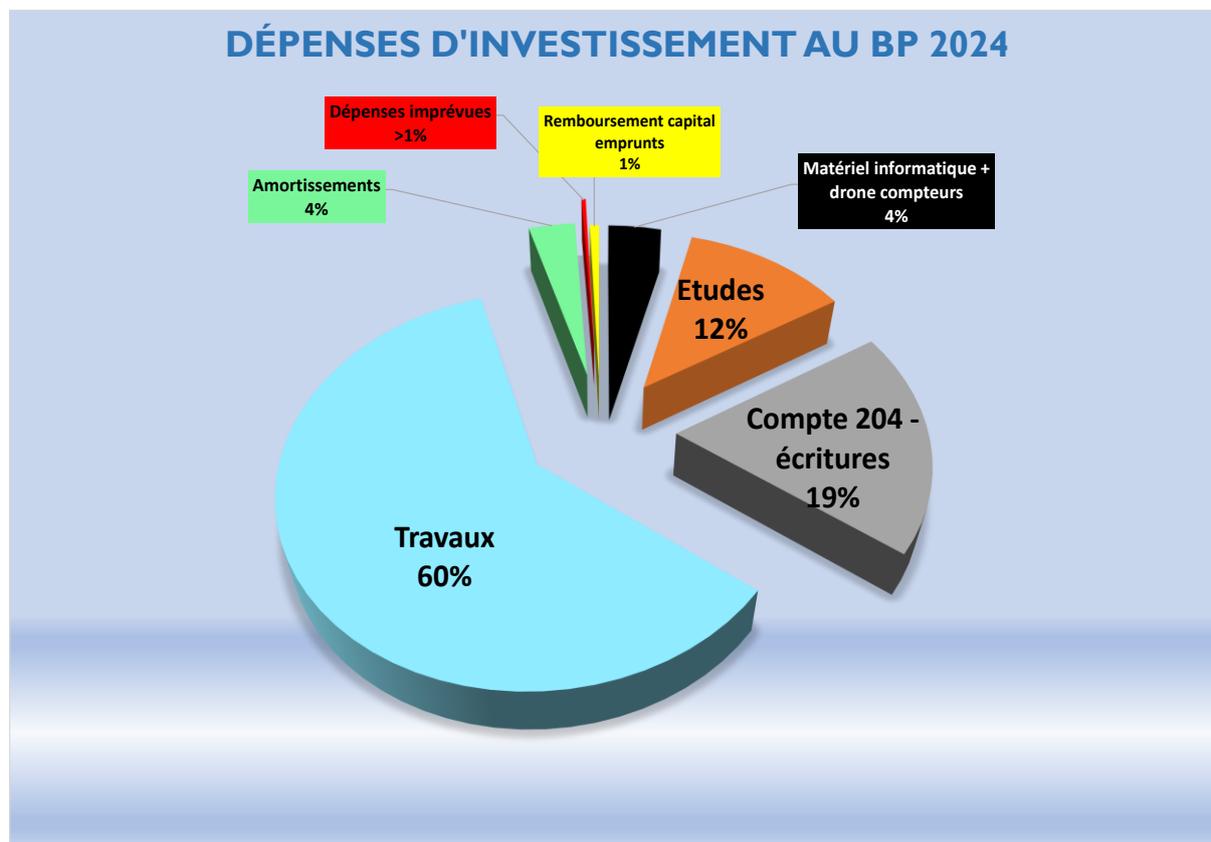
a/ Budget Primitif 2024

FONCTIONNEMENT 2024

| DÉPENSES | | RECETTES | |
|---|-----------------------|---|-------------------------------------|
| Frais Généraux | 55 236,80 € | | |
| Autres charges de gestion courante | 37 850,00 € | | |
| Ressources Humaines | 456 200,00 € | Subv. Ressources Humaines | 165 892,00 € plus remb. charges 0 € |
| Autres dépenses sur programmes dont VISIEAU 66, France Digue, AURCA, OPEN SIG, ASOBV, Catalogues & insertions | 101 178,00 € | Plan de Communication | 28 700,00 € |
| Animations Scolaires : PAPI Prestat® Education Scolaire + Gestion quantitative | 32 000,00 € | subv. PAPI Prestat® Education scolaires | 17 400,00 € |
| Progr. entretien régulier + Entretien BAIXOS | 197 600,00 € | Participation globale EPCI-FP | 1 100 171,54 € |
| Charges financières emprunts Baillaury et Tanyari | 45 224,34 € | Neutralisation amortissement subv équip versées | 181 637,65 € |
| POST CRUES : dépenses imprévues | 25 000,00 € | Opérations d'ordre (amortissements) | 85 136,00 € |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 440 000,00 € | Excédent de fonct. reporté | 243 710,61 € |
| Virement à la section d'investissement | 432 358,66 € | | |
| TOTAL FONCTIONNEMENT DÉPENSES | 1 822 647,80 € | TOTAL FONCTIONNEMENT RECETTES | 1 822 647,80 € |

INVESTISSEMENT 2024

Les projets d'investissement





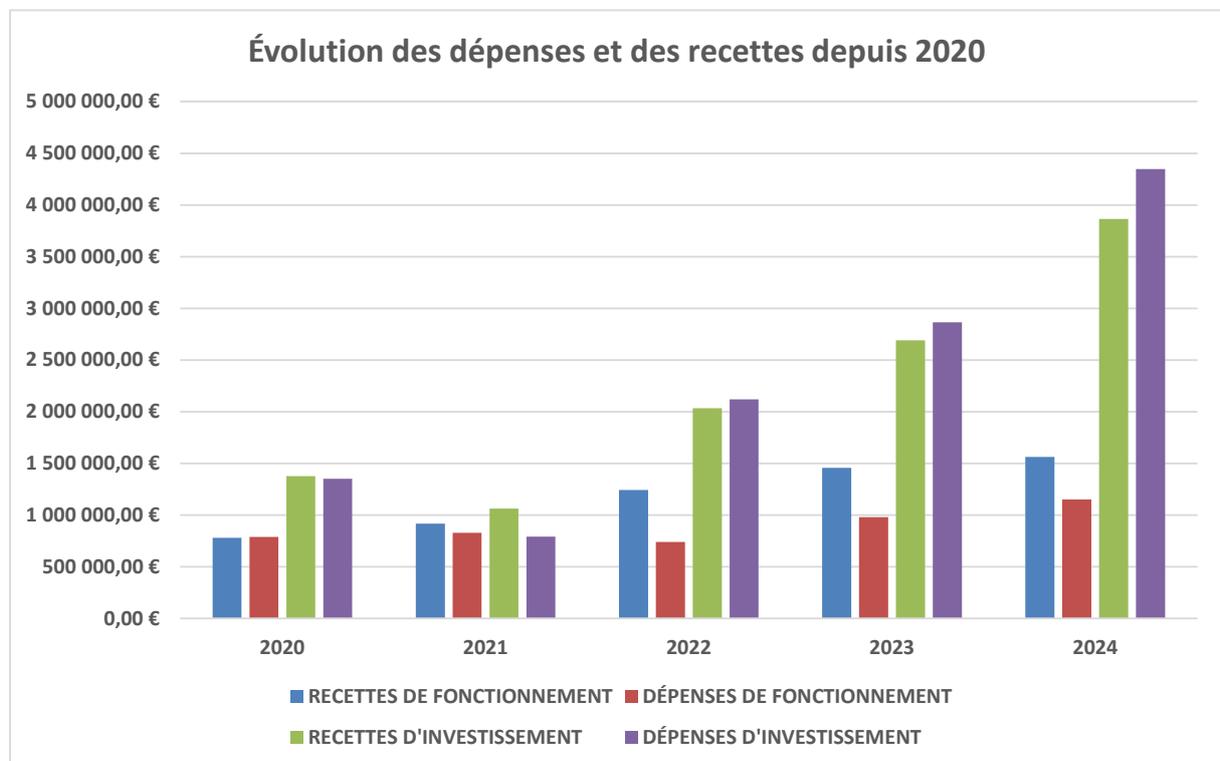
BP + DM 1+ DM 2

| FONCTIONNEMENT | | | |
|--------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| Dépenses | | Recettes | |
| BP | 1 822 647,80 € | BP | 1 822 647,80 € |
| DM 1 | 0 € | DM 1 | 0.00 € |
| DM 2 | 60 000,00 € | DM 2 | 60 000,00 € |
| Total | 1 882 647,80 € | Total | 1 882 647,80 € |
| INVESTISSEMENT | | | |
| Dépenses | | Recettes | |
| BP | 8 043 058,72 € | BP | 8 043 058,72 € |
| DM 1 | 299 795,69 € | DM 1 | 299 795,69 € |
| DM 2 | 231 193,89 € | DM 2 | 231 193,89 € |
| Total | 8 574 048.30 € | Total | 8 574 048.30 € |
| TOTAL SECTIONS CUMULEES | | 10 456 696,10 € | |

b/ Les résultats 2024

RESULTATS 2024 - CADRE GENERAL

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 779 936,53 € | 915 945,00 € | 1 244 087,50 € | 1 458 434,72 € | 1 561 689,09 € |
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 787 715,65 € | 828 089,00 € | 739 287,02 € | 979 533,52 € | 1 152 450,64 € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 1 375 709,36 € | 1 062 192,00 € | 2 032 634,88 € | 2 690 549,25 € | 3 864 529,60 € |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT | 1 350 830,08 € | 791 055,00 € | 2 118 216,13 € | 2 866 442,17 € | 4 347 258,61 € |



En 2024, les dépenses ont totalisé 5 499 709.25 € contre 3 845 975.69 € en 2023 soit 42.99 % de plus et les recettes 5 426 218.69 € contre 4 148 983.97 € soit environ 30,78% de plus. Depuis la prise de compétence en 2018 , le volume de dépenses a été multiplié par 690 %.

Les dépenses 2024 de fonctionnement hors dotations aux amortissements depuis 2020, première année de mise en œuvre de la programmation de travaux d'entretien régulier des cours d'eau. L'évolution générale des dépenses **du syndicat du Tech continue de traduire la démultiplication des interventions et travaux menés sur le territoire.**

Pour rappel, Il existe toujours un décalage significatif dans la perception des recettes liés aux opérations d'investissement.

Les recettes de fonctionnement relatives à la contribution des communautés de communes, n'ont augmenté que de 12.88 % par rapport à 2018 et la prise de compétence GEMAPI.

FOCUS TAXE GEMAPI

| PRODUIT ATTENDU DE LA TAXE GEMAPI | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| CC du VALLESPIR | 173 984,56 € | 174 532,78 € | 106 451,58 € | 114 158,92 € | 164 524,00 € | 164 437,79 € | 164 389,82 € |
| CC des ASPRES | 41 579,81 € | 42 165,53 € | 25 999,03 € | 28 148,57 € | 41 346,00 € | 19 864,98 € | 25 306,64 € |
| CC du HAUT VALLESPIR | 112 530,52 € | 112 790,68 € | 68 436,16 € | 73 278,26 € | 116 249,00 € | 116 121,79 € | 117 875,89 € |
| CCACVI | 646 463,01 € | 647 588,01 € | 336 170,23 € | 455 414,25 € | 621 239,00 € | 781 983,37 € | 792 599,19 € |
| TOTAL | 974 557,90 € | 977 077,00 € | 537 057,00 € | 671 000,00 € | 943 358,00 € | 1 082 407,93 € | 1 100 171,54 € |

La contribution globale 2024 des EPCI s'est élevée à 1 100 171.54 € dont 996 664.90 € pour la compétence GEMAPI et 103 506.64 € pour les items dits "hors GEMAPI".

Ce produit attendu perçu par le syndicat du Tech via les EPCI représente une moyenne de 6.42 € par habitant de taxe GEMAPI depuis la prise de compétence en 2018.



*Pour rappel, la taxe GEMAPI, instaurée en 2015 suite à la loi MAPTAM, est une taxe facultative ayant pour objet de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Elle est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière aux entreprises. **Elle est plafonnée à 40€ par habitant et par année.***

Pour l'exercice de la compétence sur le territoire Tech-Albères, les 4 EPCI membres du syndicat ont fait le choix d'utiliser ce levier fiscal en instituant la taxe GEMAPI dès 2018. Les items "hors GEMAPI" sont quant à eux financés par le budget principal de chacun des EPCI.

La contribution globale, intégralement versée en section de fonctionnement, sert bien à financer l'ensemble des projets de la structure, le delta entre recettes et dépenses de fonctionnement étant destiné à nourrir la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses, études et travaux en limitant le recours à l'emprunt.

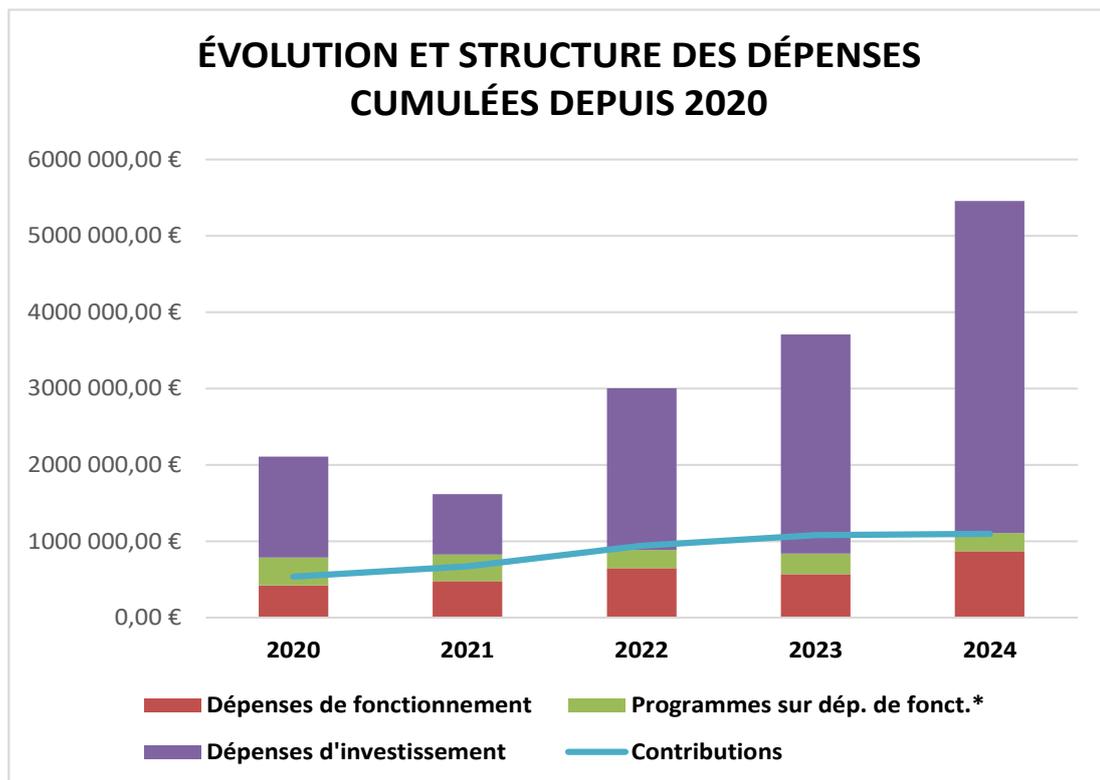
Pour rappel, les EPCI ont exprimé leur volonté de stabilité de la taxe GEMAPI les deux premières années d'exercice de la compétence, ce qui a conduit à l'inscription précoce de plusieurs projets. Ce choix de stabilité de la taxe avait entraîné une augmentation du fonds de roulement du syndicat du Tech sur la période 2017-2019 (somme des résultats cumulés des sections de fonctionnement et d'investissement).

Les années 2020-2021 ont quant à elles été conçues, nous l'avons vu, comme deux années de transition, puisque le syndicat disposait d'un fonds de roulement suffisant pour honorer une première grande réalisation (les travaux du Passage à Gué d'Ortaffa). En 2022 et 2023, le montant des contributions a été ramené au niveau des années 2018 et 2019 pour permettre d'abonder le financement de deux nouveaux projets structurants de restauration sur la Baillaury à Banyuls-sur-Mer et sur le Tanyari à Palau-del-Vidre. En 2024 la contribution est peu ou prou similaire à 2023.

BILAN EXERCICE 2024

En 2024, les DÉPENSES CUMULÉES (fonctionnement + investissement) s'élèvent à 5 499 709.25 € contre 3 845 975.69€ en 2023, soit une augmentation de quasiment 43 %.

- Nous sommes dans la continuité des actions entreprises précédemment dans le cadre de la programmation pluriannuelle.
- Nous observons une montée en puissance de certains postes (entretien des cours d'eau, missions PAPI ...) mais nous maîtrisons les dépenses et optimisons les coûts.
- Les dépenses de Fonctionnement qui ont augmenté significativement en 2020 du fait de l'inscription dans cette section du montant des travaux de la programmation d'entretien régulier, sont stables.
- A noter en 2024 la finalisation des travaux sur la Baillaury à Banyuls-sur-Mer et la poursuite des réalisations sur le Tanyari à Palau-del-Vidre.

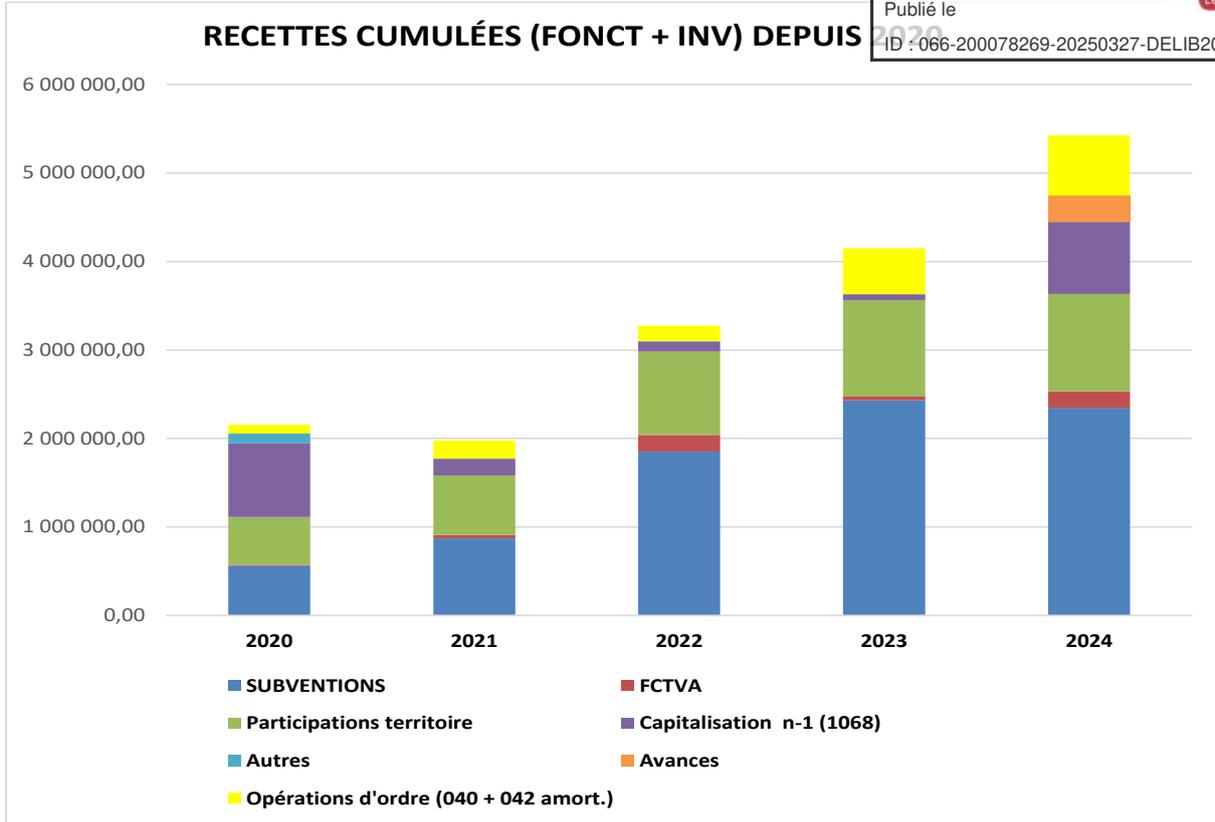


On note ici une augmentation significative des dépenses d'investissement en 2024, alors que les dépenses de fonctionnement restent sensiblement similaires à l'exception des charges de personnel liées à un poste supplémentaire, alors que les contributions restent au même niveau.

Pour information, à ce jour nous n'avons pas débloqué la ligne de trésorerie mais il n'est pas incertain de le faire dans l'attente de l'encaissement des contributions et de la réception du solde de certaines opérations (baillaury)

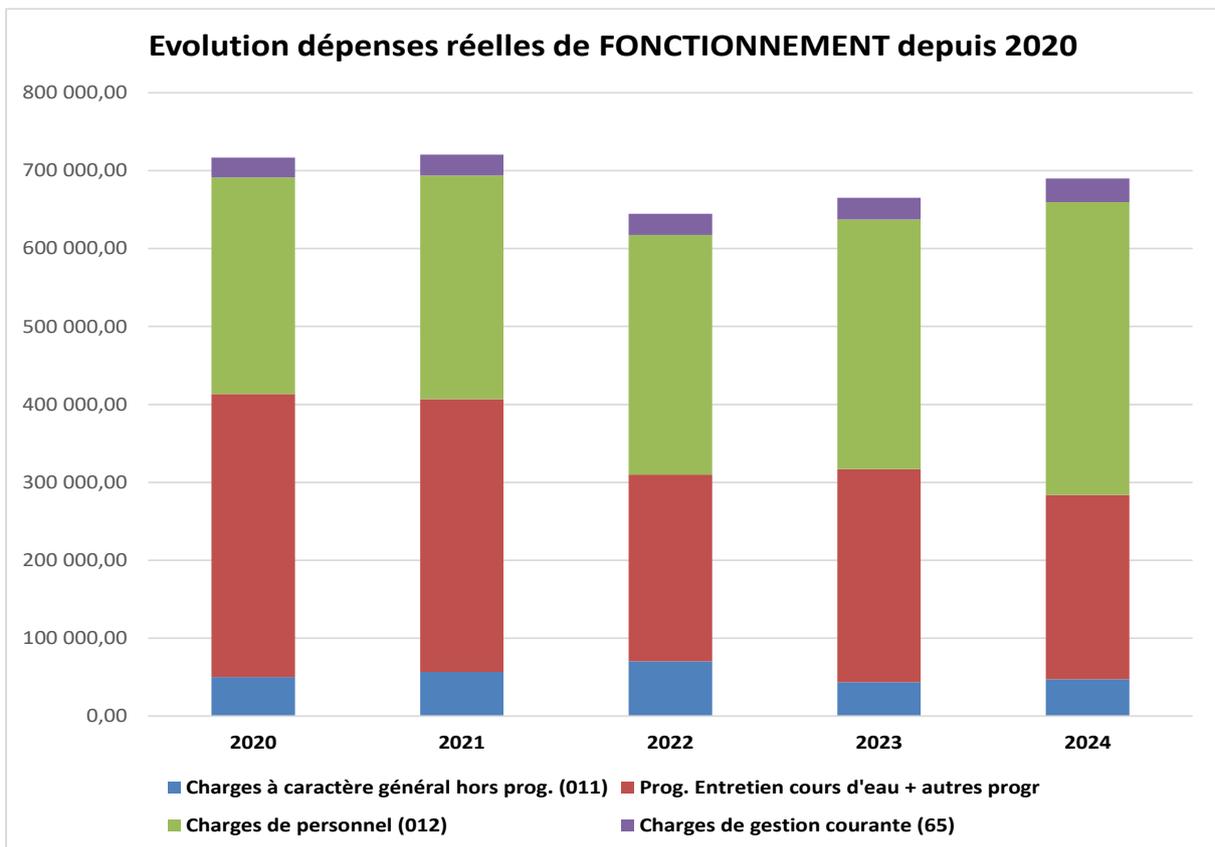
Suivant l'intensité des études et travaux à venir, une augmentation des contributions des EPCI-FP sera peut-être nécessaire même si l'ingénierie financière développée par la structure permet la mobilisation de subventions à des taux encore relativement élevés entre 50 et 80%. **On note ici que la participation 2024 ne couvre 24 % des dépenses réelles globales de la structure pour l'année.**

Les RECETTES CUMULÉES (fonctionnement et investissement) en 2024 s'élèvent à 5 426 218.69 € contre 4 148 983.97 € en 2023, soit une augmentation de 30.78 % contre 26 % l'année dernière.



Cette augmentation croissante s'explique par le versement de subventions relatives aux différents projets. Le syndicat attache une grande importance à candidater à divers appels à projets en fonction des opportunités et de façon générale à trouver des subventions qui diminuent le coût de revient des opérations.

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Les dépenses réelles de fonctionnement du syndicat ont évolué de manière significative à compter de 2020 avec la mise en place des travaux d'entretien régulier de cours d'eau sur le territoire.

Une réaffectation en investissement d'une partie de la programmation de travaux d'entretien régulier permet d'obtenir des subventions.

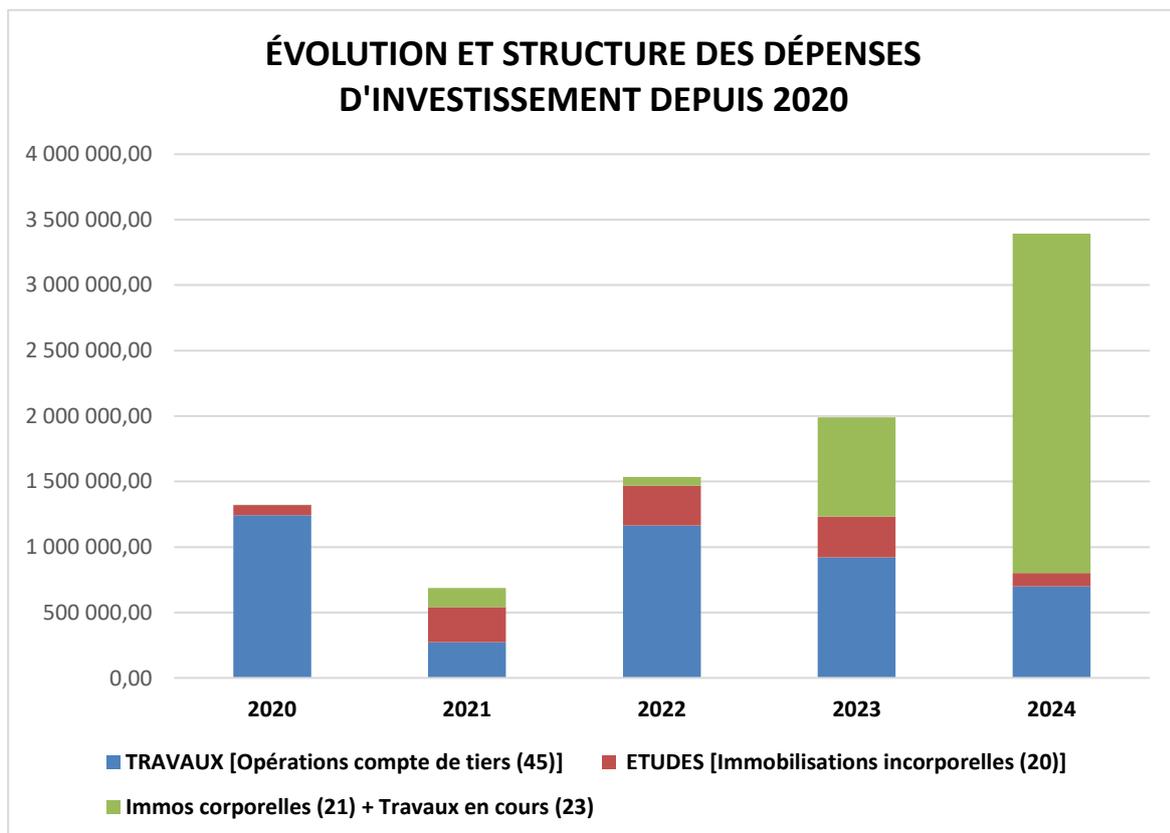
Près de 87% des dépenses de fonctionnement ont été identifiées comme relevant de la GEMAPI, via la comptabilité analytique mise en place au syndicat.

En 2024, les dépenses de fonctionnement se décomposent comme suit :

- De 237K€ de dépenses sur Programmes (études, sensibilisation...) contre 273K€ en 2023.
- des charges de personnel pour 375 K€ en 2024 contre 320 k€ en 2023 avec 2 agents de plus depuis le 01/05/2023. **Déduction faite des subventions spécifiques attribuées aux postes, elles représentent 26% des dépenses réelles de fonctionnement.**
- des charges à caractère général hors programmes pour 47K€ contre 43K€ en 2023 et 54k€ en 2022.
- de charges de gestion courante 30 K€ et 21K€ de charges diverses restent stables aux 2 années antérieures.

En 2024, l'ensemble des charges structurelles (charges à caractère général, charges de personnel) a représenté 32% de l'ensemble des dépenses réelles du syndicat, déduction faite des aides mobilisées sur les postes, qui ont représenté 190 291 €.

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



Les dépenses réelles d'investissement du syndicat du Tech ont totalisé 3 810 002.18 € contre 2 662 458.71 € en 2023 soit 43.10 % de plus.

Les dépenses relatives aux travaux de la Baillaury ont commencé en 2022 et auraient dû se terminer en 2023 mais la concomitance d'un chantier-réseaux initié par la commune de Banyuls sur Mer a retardé sa finalisation en 2024.

Les dépenses relatives aux travaux du Tanyari ont commencé en 2023 et se termineront courant 2025.

Les dépenses réelles d'investissement 2024 se décomposent comme suit :

- 610 k€ de travaux de restauration des cours d'eau (P16 et PER5)
- 195 K€ pour la finalisation de l'opération BAILLAURY
- 2 212 K€ pour les travaux du TANYARI
- 166 K€ autres opérations (Études MOE RIUFERRER et passage à gué Prats de Mollo ...)
- 355K€ achat des locaux administratifs
- 103 K€ d'études
- 169 K€ apurements anciennes opérations

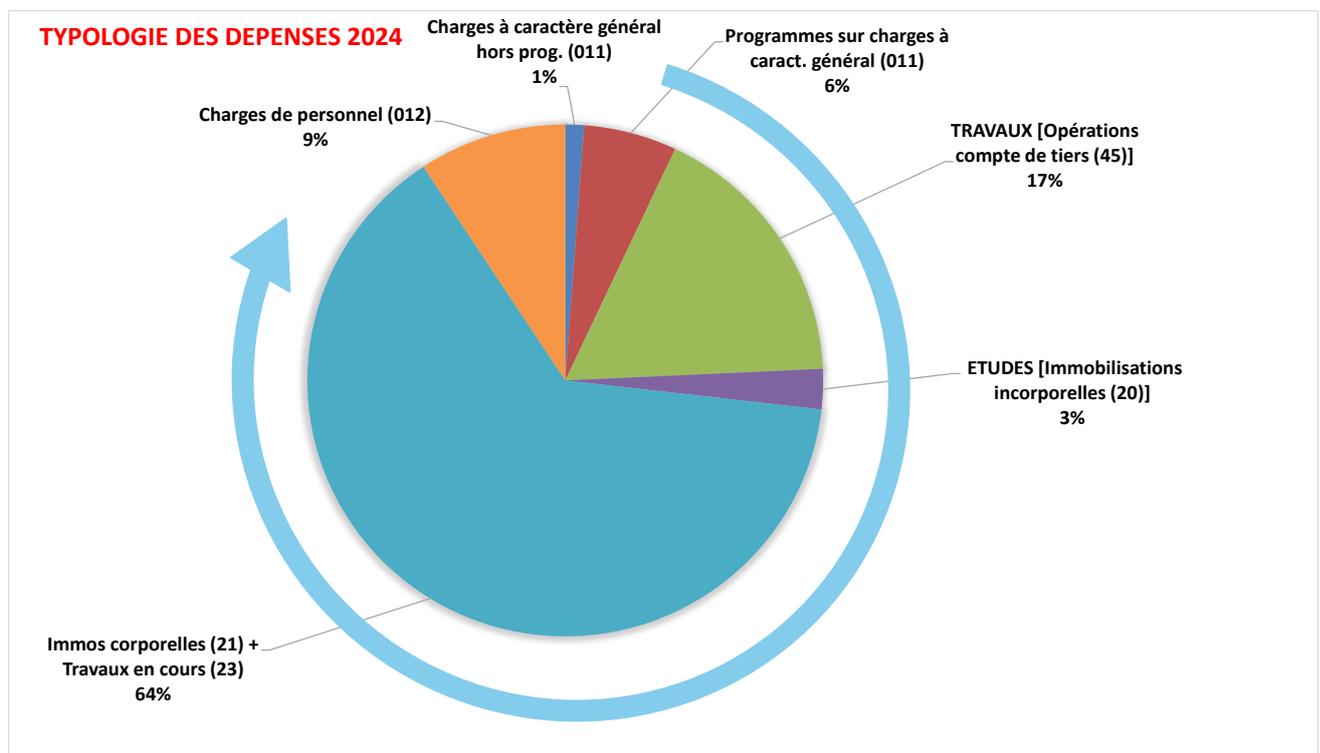
Sur 4 347 258.61 €, 58 % sont dédiés à la GEMAPI Solidaire et 42 % pour la prévention des risques inondations PI.

En 2023, cette répartition était de 71 % pour la GEMAPI Solidaire et de 29 % pour la prévention des risques inondations PI.

Comme annoncé, dans les années à venir, une augmentation significative des dépenses PI va concrétiser l'aboutissement des études menées en matière de prévention des inondations en réalisations de travaux.

Fonctionnement et investissement compris, les coûts directs des projets (études et travaux) totalisent environ 81.60 % des dépenses réelles du syndicat en 2024 (en intégrant le 204).

Ce pourcentage s'entend déduction faite de l'acquisition des nouveaux locaux du syndicat pour un montant d'environ 355 K€.



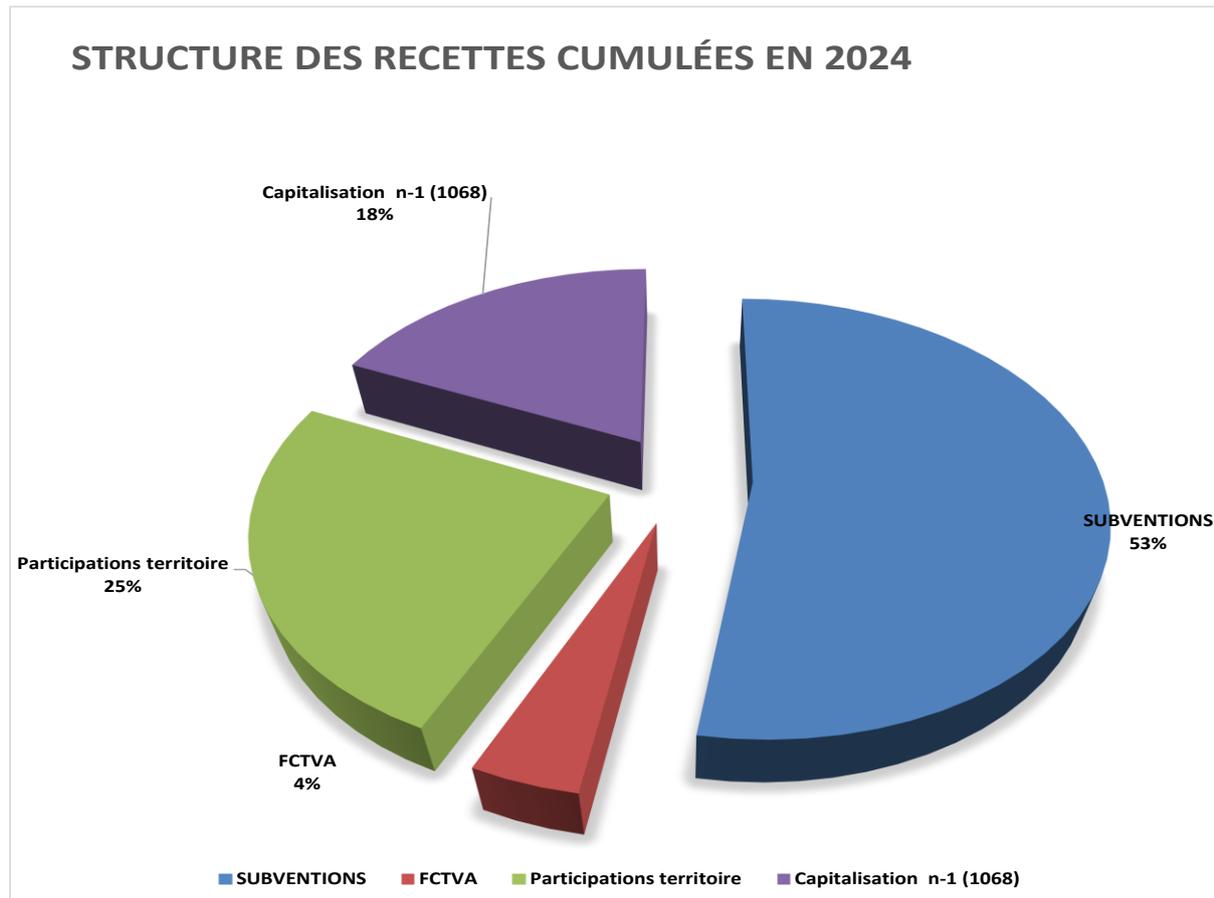
LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement sont en 2024 constituées par la participation des EPCI-FP (1 100k€) pour l'ensemble des actions (fonctionnement et investissement, GEMAPI et Hors GEMAPI) et de subventions de nos partenaires financiers pour un montant d'environ 224k€ en 2024 (subv. relatives aux postes et aux programmes d'actions inscrits en fonctionnement).

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les subventions perçues sur les programmes d'investissement (Europe, Etat, Agence de l'eau, Région et Département) ont totalisé 1 760 K€ en 2024. **Il est à noter qu'elles fluctuent en fonction du programme d'actions, du rythme de réalisation des opérations et surtout des délais de versement.** Le pourcentage de subventions perçues sur l'année ne correspond donc pas aux subventions mobilisées pour chacun des projets, et dont le taux s'établit généralement entre 50% et 80 %.

Il est à noter que le syndicat du Tech ne dispose pas de recettes liées à son activité (produits de services) ou de concours financiers directs de l'Etat.



LA BALANCE GLOBALE 2024

Envoyé en préfecture le 31/03/2025
 Reçu en préfecture le 31/03/2025
 Publié le
 ID : 066-200078269-20250327-DELIB2025_04-DE



Date : 18/02/2025 10:27

Balance générale SIV - SMIGATA / SI - Budget SMIGATA / 2024

Critères de l'édition :

| Section / Sens | Budget Primitif | Budget Supplémentaire | Crédits de Reports | Décisions Modificatives | Total Budgétisé (A) | Engagé | Reste engagé (B1) | Liquidé (B2) | Total Réalisé (B) = (B1) + (B2) | Montant disponible = (A) - (B) |
|-----------------------|-----------------|-----------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|
| Investissement | | | | | | | | | | |
| Dépense | 8 043 058,72 € | 0,00 € | 4 295 958,55 € | 527 989,58 € | 8 571 048,30 € | 815 797,45 € | 0,00 € | 4 347 258,61 € | 4 347 258,61 € | 4 223 789,89 € |
| Recette | 8 043 058,72 € | 0,00 € | 3 295 291,82 € | 527 989,58 € | 8 571 048,30 € | 1 201 004,69 € | 0,00 € | 4 108 209,76 € | 4 108 209,76 € | 4 462 838,54 € |
| Excédent | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | 385 207,24 € | 0,00 € | | | |
| Déficit | | | 1 030 666,73 € | | | | | 239 048,85 € | 239 048,85 € | |
| Fonctionnement | | | | | | | | | | |
| Dépense | 1 822 647,80 € | 0,00 € | 0,00 € | 60 000,00 € | 1 882 647,80 € | 242 798,93 € | 0,00 € | 1 152 450,64 € | 1 152 450,64 € | 730 197,16 € |
| Recette | 1 822 647,80 € | 0,00 € | 0,00 € | 60 000,00 € | 1 882 647,80 € | 175 587,52 € | 0,00 € | 1 805 426,70 € | 1 805 426,70 € | 77 221,10 € |
| Excédent | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 652 976,06 € | 652 976,06 € | |
| Déficit | | | | | | 67 211,41 € | | | | |
| Résultat | | | | | | | | | | |
| Excédent | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | 317 995,83 € | 0,00 € | 413 927,21 € | 413 927,21 € | |
| Déficit | | | 1 030 666,73 € | | | | | | | |

c/ Proposition d'affectation des résultats

| Résultats 2024 | |
|-------------------------------|---------------------|
| Résultat de fonctionnement | 409 238.45 |
| Résultat antérieur | 243 737.61 |
| Clôture fonctionnement | 652 976.06 |
| Résultat d'investissement | -482 729.01 |
| Résultat antérieur | 243 680.16 |
| Clôture investissement | -239 048.85 |
| Résultat de clôture | 413 927.21 € |

Ces résultats sont concordants avec ceux de la Perceptrice de Céret, Madame HAAZ Sandrine, Receveur du syndicat.

La comptabilité analytique propose une affectation du résultat par domaine de compétence, dans le respect des règles de solidarité adoptées par le territoire, avec un résultat de clôture de 413 927.21 € : En **Investissement Dépenses 001 : 239 048.85**

En **Investissement Recettes 1068** : 677 228.05 – 24 251.99 soit **652 976.06 €**

Le résultat net de clôture (résultat de clôture déduction faite du solde des restes à réaliser) 2024 est de -24 251.99 €.

| | |
|-------------------------------------|-----------------------|
| Résultat de clôture | 413 927.21 € |
| RAR Dépenses | 2 970 008.90 € |
| RAR Recettes | 2 531 829.70 € |
| Solde des restes à réaliser | - 438 179.20 € |
| Résultat net de clôture 2024 | - 24 251.99 € |

PROPOSITION D'AFFECTATION DE RÉSULTAT

| | | | HORS GEMAPI | GEMAPI | PI |
|---|------|------------|-------------|-------------|-------------|
| report exercice 1068 + 002 | 1068 | 652 976,06 | 43 879,93 | 162 228,64 | 446 867,49 |
| 001 INVESTISSEMENT DEPENSES | 001 | 239 048,85 | 20 127,27 | -109 649,69 | -149 526,43 |
| 002 Fonctionnement | 002 | 0,00 | | | |
| Vérif au résultat de clôture de l'exercice 2024 | | 413 927,21 | 64 007,20 | 52 578,95 | 297 341,06 |

L'affectation analytique du résultat, qui permet de garantir une juste répartition des soldes relatifs à chaque item, augmente le montant affecté au financement de l'investissement afin qu'un résultat excédentaire hors Gemapi ne serve pas à couvrir le besoin de financement des restes à réaliser GEMAPI, par exemple.

d/ Etat de la dette

En 2024, les deux emprunts, ont été débloqués pour un montant global de 800 000 € répartis sur deux projets ① Restauration écologique de la Baillaury à Banyuls sur Mer pour 300 000€ et ② Protection contre les inondations et Restauration du Tanyari à Palau del Vidre pour 500 000€. Pour rappel, ces deux emprunts ont été contractés pour une durée de 15 ans à un taux fixe de 2.65%.

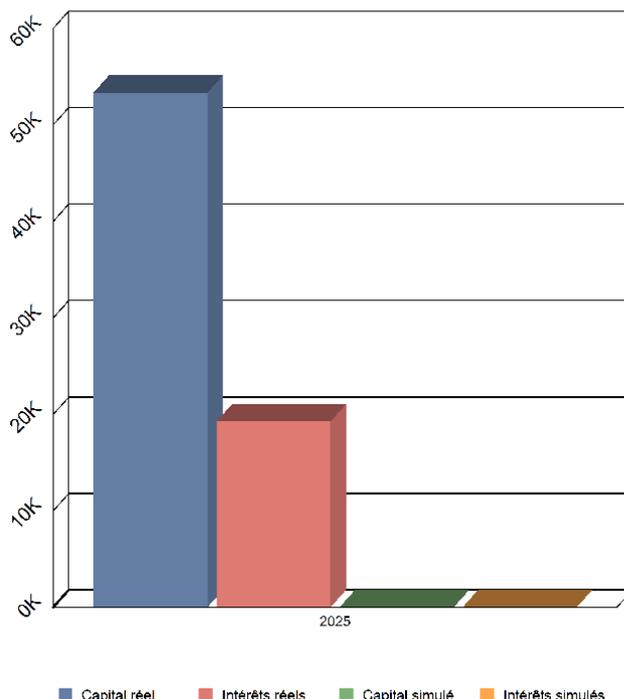
Endettement pluriannuel

SIV - SMIGATA

Budget : Tous les budgets - Période : du 01/01/2025 au 31/12/2025 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

| Exercice | Annuité | Intérêts | Capital | Frais TTC | Commissions TTC | Capital restant dû |
|----------|-------------|-------------|-------------|-----------|-----------------|--------------------|
| 2025 | 72 590.00 € | 19 256.68 € | 53 333.32 € | 0.00 € | 0.00 € | 746 666.68 € |

Diagramme de remboursement



Les travaux sur la Baillaury sont terminés, quant aux travaux sur le Tanyari, il reste à achever la partie des plantations courant 2025.

Pour rappel, nous sommes subventionnés à hauteur de 80% sur le montant HT de ces opérations mais les subventions ne nous seront versées qu'après le paiement total des factures. Il peut y avoir un décalage d'environ 8 mois.

De ce fait, nous avons voté par délibération n° 2024/07 en date du 19 mars 2024 le principe de contracter une ligne de trésorerie de 800 000 € pour assurer la transition. A ce jour la ligne de trésorerie n'a pas été débloquée mais il se peut qu'il soit nécessaire d'y recourir le temps d'encaisser les contributions 2025 et le solde des subventions.

Envoyé en préfecture le 31/03/2025

Reçu en préfecture le 31/03/2025

Publié le

ID : 066-200078269-20250327-DELIB2025_04-DE



Pour ces motifs, il est proposé au comité syndical de renouveler l'autorisation au Président de souscrire et signer le contrat d'une ligne de trésorerie du même montant soit 500 000 € afin de se prémunir en cas de besoin.

2025 constitue la septième année de mise en application de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) sur le territoire Tech Albères. Son budget s'inscrit donc dans la continuité de cette montée en puissance mais également dans la dernière ligne droite du mandat en cours.

Ainsi, les grands projets initiés verront leur finalisation notamment les travaux en cours depuis 2023 sur le **Tanyari à Palau del Vidre (3.8 M€)**, la requalification de la **passé à poissons** du seuil du moulin à **Le Boulou (470 000€)** ou la reprise du **passage à gué sur le Tech à Prats de Mollo (220 000€)**. Un certain nombre d'études seront également finalisées comme celles relatives aux **digues classées** ou à la réalisation d'un **bassin tampon à Collioure**. La première série de **diagnostics de réduction de la vulnérabilité du bâti sur le secteur de la Martine Basse à Banyuls sur Mer** sera également remise et l'installation du **système d'alerte contre les crues à Cerbère** sera achevée avec un exercice test.

Concernant les **travaux de restauration (gestion sédimentaire)** et d'entretien régulier des cours d'eau, l'accord cadre multi-attributaires à bons de commande sera attribué jusqu'en 2028 et la **programmation annuelle pour 2025 s'établira à un peu plus de 550 000€** avec des opérations réparties sur les différentes sous unités du territoire Tech-Albères (Haut Vallespir, Vallespir, Aspres, piémont des Albères, plaine et Côte Vermeille). Ce sont ainsi 53 chantiers qui seront engagés.

Certains projets n'ayant pu être développés en 2024 seront lancés en 2025 comme **l'analyse juridique pour la maîtrise du foncier du système d'endiguement de Banyuls sur Mer, l'étude des flux admissibles sur le Tech (avec un stage préalable de 6 mois), l'étude d'impact sur le barrage de la Rasclose à Sorède ou celle relative au projet de renaturation du Mondony aval à Amélie les Bains**.

La mission de **maîtrise d'œuvre engagée sur le Riu Ferrer à Arles sur Tech** devrait livrer son expertise et des propositions d'aménagements pour remédier aux dysfonctionnements et malfaçons constatées sur les ouvrages seuils implantés dans la traversée urbaine. Compte tenu des enjeux en matière de protection du village contre les crues, cette opération constitue une priorité pour le syndicat mais elle présente une complexité particulière au vu des ouvrages existants qui ne pourront être repris en l'état, nécessitant une remise à plat de tous les aménagements du secteur.

D'autres opérations seront lancées comme la mission de **maîtrise d'œuvre en vue de travaux hydrauliques de protection sur la ravin de la Rompuda à Maureillas - Las Illas** (malgré les atterroissements de l'Etat dans ce dossier et les incertitudes concernant la possibilité d'un financement dans le cadre du PAPI à venir), **une mission géotechnique sur les ouvrages de la Massane et un diagnostic du canal écrêteur de la Riberette à Argelès sur Mer, la poursuite du programme de requalification de passages à gué du territoire avec trois nouveaux ouvrages à investiguer et à reprendre à Le Boulou/ Maureillas, Les Cluses et Lamanère**.

Le projet initié en 2024 pour **la réhabilitation multiusages de l'ancienne gravière de Villelongue dels Monts au lieu dit "Les Baixos"** sera poursuivi. Ce projet du syndicat se veut ambitieux et exemplaire tant pour la restauration des milieux que pour les usages anthropiques. L'objectif de ce projet est de restaurer une ancienne zone d'exploitation de granulats en lui donnant, au vu du contexte local, une approche multifonctionnelle avec réouverture de zones humides, expansion des crues, préservation de la biodiversité, stockage d'eau en soutien aux usages agricoles en lien avec la proximité du canal de Palau del Vidre. Nouveau projet d'envergure pour la structure, 2025 devrait voir la définition en concertation d'un programme de travaux avant le début des réalisations.

Parce qu'il faut également commencer à poser le cadre et préparer les projets du prochain mandat, plusieurs réalisations auront vocation à définir les **bases du futur PAPI** (Programma d'Actions de Prévention des Inondations) avec étude préalable et pose de repères de crues (prérequis

réglementaire indispensable à tout financement), note d'urbanisme et évaluation environnementale pour une contractualisation en 2026. A noter également l'étude **bilan du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE)**, qui, avec les résultats de l'étude prospective EAUrizon 2070, permettra la préfiguration du futur PTGE (Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau) à venir.

2025 devrait également voir un nouveau **contrat Eau & Climat avec l'Agence de l'Eau** afin de programmer de façon pluriannuelle différents projets importants en matière de continuités écologiques (actions sur les passages à gué et seuils en rivières notamment), d'hydrométrie, de sobriété des communes avec un programme d'actions dédié, de zones humides avec d'ores et déjà un projet sur Montesquieu des Albères ou encore de restauration de milieux fortement dégradés à l'instar du Mondony dans la traversée urbaine d'Amélie les Bains. La thématique de la qualité des eaux sera également reprise avec **une pérennisation du suivi des cyanobactéries** mais aussi avec des propositions d'amélioration des rejets et lutte contre les pollutions de tous ordres.

D'un point de vue statutaire, **l'étude de l'interfluve entre le Tech et le Réart** devrait être lancée afin de mieux connaître les enjeux de ce territoire pris entre les bassins versants du Tech et du Réart et de déterminer le qui fait quoi en cohérence avec les communes et communautés de communes du secteur. L'éventualité d'une extension du périmètre du SMIGATA aux communes de Latour Bas Elne et Saint Cyprien pourra également être étudiée.

Enfin, 2025 pourrait voir le **lancement de la révision du SAGE** (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) approuvé en décembre 2017. En effet, au vu des connaissances et expériences acquises ces six dernières années, les dispositions de celui-ci méritent d'être actualisées et peut-être que de nouvelles règles devront être édictées pour répondre aux enjeux déjà prégnants des changements climatiques et particulièrement suite aux trois années de sécheresse que notre territoire vient de connaître avec de nombreux impacts sur les usages et les milieux aquatiques.

Un budget 2025 dans la continuité donc mais avec une volonté affichée de préparer l'avenir dans tous les champs de la gestion de l'Eau en adaptant la structure et ses programmes aux enjeux de demain.

a/ Les engagement pluriannuels d'investissement

| ETAT DES AP/CP BP 2025 | | | | | | |
|---|------------------------------------|------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Année - N° Opération | Objet | Autorisation de Programme | Mandatement antérieur | Crédits de paiement | | |
| | | Montant | Montant | 2025 | 2026 | ultérieurs |
| 2019-OP39 | TRAVAUX DE RESTAURATION/PRÉVENTION | 3 813 000,00 € | 3 232 625,18 € | 580 374,82 € | | |
| | INONDATIONS TANYARI | | dont RAR | 580 374,82 € | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | - € | - € | - € | |
| 2019-OP42 | ETUDE INVENTAIRE DES OUVRAGES PI | 505 000,00 € | 378 034,97 € | 126 965,03 € | | |
| | dont RAR | | 76 965,03 € | - € | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | 50 000,00 € | | | |
| 2020-OP50 | PAPI ETUDE RISQUE COLLIOURE | 41 000,00 € | 7 494,00 € | 33 506,00 € | | |
| | dont RAR | | 31 506,00 € | | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | 2 000,00 € | - € | - € | |
| 2022-OP60 | PAPI ETUDE REDUCTION VULNERABILITE | 116 000,00 € | 493,84 € | 115 506,16 € | | |
| | BAZI2 | | dont RAR | 115 506,16 € | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | - € | - € | - € | |
| 2022-OP61 | PAPI RISQUE RIUFERRER | 118 500,00 € | 51 808,69 € | 66 691,31 € | | |
| | dont RAR | | 66 691,31 € | | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | - € | - € | - € | |
| 2023-OP64 | RISQUES LAS ILLAS | 106 600,00 € | 3 630,00 € | 102 970,00 € | | |
| | dont RAR | | 102 970,00 € | | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | - € | - € | - € | |
| 2024-OP75 | TRAVAUX BAIXOS | 2 506 000,00 € | - € | 80 000,00 € | 1 200 000,00 € | 1 226 000 € |
| | dont RAR | | 80 000,00 € | | | |
| | dont inscr. Au BP 2025 | | - € | - € | - € | |
| TOTAL RECAPITULATION MONTANT DES AP/CP | | 7 206 100,00 € | 3 674 086,68 € | 1 106 013,32 € | 1 200 000,00 € | 1 226 000,00 € |
| | | | dont RAR | 1 054 013,32 € | | |
| | | | dont inscr. Au BP 2025 | 52 000,00 € | | |

b/ Les opérations pour 2025

| LÉGENDE : | | | |
|-----------|--------------------|--|----------------------|
| | phase préparatoire | | Phase finale |
| | évolution APC/CP | | Travaux |
| | | | Nouvelle inscription |
| | à venir | | Nouvelle AP/CP |
| | Etude en cours | | Réinscription |

Tableaux de synthèse

| OPERATIONS ETUDES A FINALISER | ETAT | MONTANT GLOBAL €TTC | RAR | INSCRIPTIONS 2025 | AP/CP |
|---|------|---------------------|-----------|-------------------|-------|
| ETUDE DIGUES CLASSEES CCV OP 42 | | 268 034,97 | 11 965,03 | 0,00 | AP/CP |
| EDD BOIS FLEURI | | 65 000,00 | 65 000,00 | 5 000,00 | AP/CP |
| ETUDE RISQUE MARTINE BASSE BANYULS SUR MER + DIAG | | 53 000,00 | 15 000,00 | 0,00 | |
| ETUDE RISQUES COLLIOURE OP 50 | | 41 000,00 | 31 506,00 | 2 000,00 | AP/CP |
| AMO ACCORD CADRE PLURIANNUEL MULTIATTRIBUTAIRE | | 14 000,00 | 11 358,87 | 0,00 | |

| OPERATIONS EN COURS (ETUDES ET TRAVAUX) | ETAT | MONTANT GLOBAL €TTC | RAR | INSCRIPTIONS 2025 | AP/CP |
|--|------|---------------------|------------|-------------------|-------|
| SENSIBILISATION SCOLAIRES risques (FCT) | | 47 320,02 | 0,00 | 19 245,00 | |
| PLAN DE COMMUNICATION URGENCE SECHERESSE | | 105 000,00 | 31 810,00 | 0,00 | |
| OPERATION COMPTEURS SONDE DRONE | | 216 000,00 | 198 465,91 | 0,00 | |
| TRAVAUX RESTAURATION TANYARI (PALAU DEL VIDRE) OP 39 | | 3 813 000,00 | 580 374,82 | 0,00 | AP/CP |
| ETUDE MOE RISQUES RIUFERRER | | 118 500,00 | 66 691,31 | 0,00 | AP/CP |
| SYSTÈME DE SURVEILLANCE/ALERTE CERBERE | | 45 000,00 | 30 000,00 | -3 000,00 | |

| OPERATIONS GROUPEMENTS DE COMMANDES | ETAT | MONTANT GLOBAL €TTC | RAR | INSCRIPTIONS 2025 | AP/CP |
|-------------------------------------|------|---------------------|-----------|-------------------|-------|
| EAURIZON 2070 | | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,00 | |

| OPERATIONS A VENIR | ETAT | MONTANT GLOBAL €TTC | RAR | INSCRIPTIONS 2025 | AP/CP |
|---|------|---------------------|------------|-------------------|---------------------|
| SENSIBILISATION SCOLAIRES gest quantitative (FCT) | | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | |
| TRAVAUX ENTRETIEN REGULIER COURS D'EAU PER 2025 (FCT) | | 179 900,00 | 0,00 | 179 900,00 | |
| TRAVAUX ENTRETIEN BAIXOS (FCT) | | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 | |
| ANALYSE JURIDIQUE FONCIER SE BSM | | 45 000,00 | 0,00 | 45 000,00 | |
| AMO INSTRUMENTATION PREVISION DES CRUES | | 56 000,00 | 0,00 | 23 000,00 | |
| ETUDE REDUCTION VULNERABILITE BATI EN ZI 2 | | 116 000,00 | 115 506,16 | | |
| ETUDE FLUX ADMISSIBLES | | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | |
| ETUDE INTERFLUVE | | 65 000,00 | 65 000,00 | | |
| ETUDES PAPI II + NOTE D'URBANISME + ÉVAL ENVIRONNEMENTALE | | 130 000,00 | 105 000,00 | 25 000,00 | |
| ETUDE IMPACT BARRAGE SOREDE | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | EN ATTENTE : ddtm66 |
| ETUDE RENATURATION MONDONY | | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | |
| ETUDE MOE BAIXOS | | 50 000,00 | 37 407,86 | 50 000,00 | |

| | | | | | | |
|---|--|------------|------------|---------|------------|---------|
| BILAN EVALUATION PGRE | | 50 000,00 | | | | |
| ETUDE DIAGNOSTIC CANAL ECRETEUR RIBERETTE | | 60 000,00 | 58 800,00 | | 3 500,00 | |
| TRAVAUX REQUALIFICATION PASSE A POISSONS (LE BOULOU) | | 400 000,00 | 50 000,00 | Nouveau | 420 000,00 | |
| MOE TRAVAUX RISQUES LAS ILLAS | | 106 600,00 | 102 970,00 | | 0,00 | ➔ AP/CP |
| TRAVAUX OUVRAGES HYDRAULIQUES / SYSTEMES D'ENDIGUEMENT GEOTECH + TX MASSANE | | 130 000,00 | 123 510,00 | Nouveau | 100 000,00 | |
| TRAVAUX RESTAURATION ENTRETIEN COURS D'EAU PER 2024 (INV) | | 219 400,00 | 16 545,96 | | 0,00 | |
| REPERES DE CRUES | | 50 000,00 | 35 000,00 | | 0,00 | |
| TRAVAUX ZH BAIXOS | | 80 000,00 | 80 000,00 | Nouveau | 0,00 | ⊕ AP/CP |
| RESTAURATION CONTINUTE PAG PRATS DE MOLLO | | 170 000,00 | 159 239,00 | | 50 000,00 | |
| TRAVAUX GESTION SEDIMENTAIRE P17 | | 181 200,00 | 0,00 | Nouveau | 181 200,00 | |
| TRAVAUX ENTRETIEN REGULIER COURS D'EAU PER 2025 (INV) | | 190 600,00 | 0,00 | Nouveau | 190 600,00 | |
| MOE+TX PAG LAMANERE | | 150 000,00 | 0,00 | Nouveau | 150 000,00 | |
| MOE+TX PAGs LA ROME | | 320 000,00 | 0,00 | Nouveau | 320 000,00 | |

Soit un total d'opérations sous maîtrise d'ouvrage syndicale à finaliser ou à engager pour 2025 de l'ordre de 4.1 M€ TTC.

Descriptif synthétique des opérations "réinscrites" au BP 2025:

A la demande du perceuteur de Céret, receveur du syndicat, certaines opérations n'ayant pas reçu un début d'exécution en 2024 n'ont pu être maintenues dans les restes à réaliser. Il convient donc de les réinscrire au BP2025. Ce sont les opérations suivantes :

Système d'endiguement - analyse juridique du foncier (Banyuls sur Mer)*

Un système d'endiguement a été identifié sur la Baillaury et le Val Pompo à Banyuls sur Mer. Afin de déposer le dossier de demande de reconnaissance correspondant, il convient de statuer sur les dispositifs relatifs à la maîtrise foncière des ouvrages constitutifs. Pour cette expertise juridique indispensable et complexe, il sera proposé de reconduire une inscription de 45 000€ au BP2025.

Instrumentation prévision des crues*

Cette réalisation a en fait reçu un début d'exécution en 2024 mais celui-ci s'est traduit par un travail en régie avec la DREAL Occitanie service de prévision des crues. Celui-ci a consisté en un inventaire des cours d'eau à instrumenter en priorité et à définir dans les conditions locales les matériels et modalités de mise en œuvre. Initialement évaluée à 56 000€, cette opération se traduira finalement par une inscription de 23 000€ au BP 2025 pour suites à donner.

Etude des flux admissibles

Tous les cours d'eau sont assujettis à des rejets plus ou moins polluants dont les principaux relèvent de l'assainissement et des pratiques agricoles. Afin de déterminer ce que le milieu récepteur peut accepter comme apports, une étude des flux admissibles sera repropoée au BP2025 pour un montant de 60 000€. Cette réalisation est importante pour mieux évaluer les actions nécessaires en faveur de la préservation de la qualité des eaux.

Etude interfluve Tech-Réart*

Il existe entre les bassins versants du Tech et du Réart une zone dite d'interfluve sur laquelle il convient de déterminer les enjeux notamment en matière de prévention des inondations et les acteurs qui sont ou seront amenés à exercer leurs compétences sur ce territoire. Afin d'établir un diagnostic des besoins, des intervenants et clarifier le rôle à jouer par chacun, il sera proposé au BP2025 une enveloppe d'étude de 65 000€.

Etudes PAPI II*

Pour faire suite au programme d'études préalables (PEP) et en vue de la candidature du syndicat à un nouveau programme d'actions de prévention des inondations (PAPI II), une prestation externalisée est nécessaire pour conduire le bilan des actions du PEP, identifier et caractériser les besoins de travaux consécutifs aux études préalables et monter en concertation le dossier de candidature à une nouvelle labellisation. Cette réalisation est évaluée à 90 000€ et comporte deux annexes impératives à savoir une évaluation environnementale (25 000€) et une note d'urbanisme (15 000€) soit un total de 130 000€.

Etude d'impact des travaux réalisés sur la barrage de la rasclose à Sorède*

Demandée post-travaux de confortement par les services de l'Etat, une étude des impacts des travaux réalisés sur le barrage sera ré-inscrite au BP2025 pour un montant prévisionnel de 50 000€. La présente action aura donc pour objectif la réalisation d'une étude hydraulique permettant d'apprécier les impacts des travaux réalisés et l'absence d'aggravation des risques pour les personnes et les biens. Fin 2024, cette opération a été mise en stand by dans l'attente de la vérification par les services compétents (DDTM66) de la conformité des travaux exécutés par la commune.

Etude renaturation du Mondony (commune d'Amélie les Bains)*

Le Mondony, affluent du Tech, est un cours d'eau très artificialisé (cuvelage béton) dans la traversée d'Amélie les Bains. Afin d'évaluer l'opportunité d'une renaturation écologique de ce cours d'eau avant sa confluence avec le Tech, il sera proposé l'inscription d'une mission de maîtrise d'œuvre dont le montant est évalué à 100 000€.

Descriptif synthétique des nouvelles opérations à inscrire au BP 2025:

Sensibilisation des scolaires à la gestion quantitative de nos ressources

A l'instar de ce que fait le syndicat depuis 3 ans en matière de prévention des inondations, il sera proposé au BP2025 d'inscrire une ligne de crédits pour le lancement d'une opération pluriannuelle de sensibilisation des scolaires à la gestion quantitative de nos ressources - montant prévisionnel 15 000€ pour cette première année, le montant sur trois ans étant évalué à 35 000€.

Travaux d'entretien des cours d'eau 2025*

Instaurée en 2019, cette programmation, en complément des travaux de restauration, permet de mobiliser une enveloppe dédiée à l'entretien régulier des traversées urbaines et secteurs à enjeux par des interventions à courte rotation. En 2025, il sera proposé au budget des inscriptions de 179 900€ en fonctionnement et 190 600€ en investissement. Les travaux prévus sont les suivants :

| Secteur Albères Côte Vermeille Illiberis | | | | | | | | |
|--|------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------------|---|
| Cours d'eau | communes | limites aval | limites amont | linéaires (m) | Coût (€HT) | Coût estimé (€TTC) | fréquence d'entretien | |
| La Massane et le correc d'en Benet | Argelès sur mer | confluence Abat | RD 914 | 5 484,00 | 20 000,00 | 24 000,00 | 1 à 3 ans | |
| La Massane amont | Argelès sur mer | Pont chemin du mas d'en Torrenaps | Pont Mas d'en Torrens | 1 000,00 | 7 000,00 | 8 400,00 | 4 à 10 ans | * |
| L'Agulla d'en Saleres | Argelès sur mer | confluence avec la Massane | Pont Rd914 | 2 500,00 | 8 000,00 | 9 600,00 | 1 à 3 ans | |
| Le Laroque | Laroque des Albères | Haut du village av des catalans | Sant Fructuos Roca Vella | 1 000,00 | 6 000,00 | 7 200,00 | > 10 ans | * |
| Le Ravaner | Argelès sur Mer | pont RD 914 | Confluence Valmanya | 1 400,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 4 à 10 ans | * |
| Le Riberal | Albères | haut du village | Pont RD 11 | 1 500,00 | 7 000,00 | 8 400,00 | > 10 ans | * |
| Riba colomera | Montesquieu | Pont du Canal | Pont RD 11 | 1 700,00 | 7 000,00 | 8 400,00 | 4 à 10 ans | * |
| Le Villelongue | Villelongue dels Monts | Pont RD 618 | Passerelle voie verte | 1 300,00 | 8 000,00 | 9 600,00 | 4 à 10 ans | * |
| Correc de la Partio | Ortaffa | Le Tech | Pont SNCF | 500,00 | 4 000,00 | 4 800,00 | > 10 ans | * |
| Le Miloussa | Saint André et Sorède | confluence avec la Riburette | La Coscolleda | 1 940,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 1 à 3 ans | |
| La Riburette | Saint André | pont RD618 | Pont Pharmacie entrée village | 1 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 1 à 3 ans | |
| L'Agulla Capdal | Argelès sur mer | confluence avec la Massane | Confluence avec les Conques | 1 000,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | 1 à 3 ans | |
| L'Abat | Argelès sur mer | confluence avec la Massane | Camping les Mimosas | 1 860,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Ruisseau du Mas Perillot | Argelès sur mer | Le port | RD 914 | 1 351,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Le Vall Maria | Argelès sur mer | La Mer | RD 914 | 2 200,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Le Doui | Collioure | cuvelage béton | RD 914 | 2 230,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Rec de les Abelles | Banyuls sur mer | Confluence Vinyès | Mas les Abelles | 2 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 4 à 10 ans | * |
| Le Sérís | Banyuls sur mer | Confluence Baillaury | Allée Joseph Deloncle | 300,00 | 1 500,00 | 1 500,00 | 1 à 3 ans | |
| Font del Pomer | Laroque des Albères | confluence Mata porcs | chemin de la Forge | 1 500,00 | 6 000,00 | 7 200,00 | > 10 ans | * |
| Totaux | | | | 31 765,00 | 144 500,00 | 159 100,00 | | |



| Secteur Aspres Vallespir | | | | | | | | |
|---------------------------------------|--|--------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| Les Aigues | St Jean Pla de Corts | pont du canal d'arrosage | passage à gué rue de la liberté | 400,00 | 3000,00 | | 4 à 10 ans | |
| La Basse | Brouilla | confluence avec le Tech | passage à gué Ludovic Massé | 1 780,00 | 15 000,00 | 18 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc del Salt de l'Agua | Le Boulou | Les trompettes hautes | Les Chartreuses | 2 100,00 | 10 000,00 | 12 000,00 | 4 à 10 ans | * |
| Correc d'en Font Blanca | Céret | RD 618 | Pont Canal | 1 100,00 | 6 000,00 | 7 200,00 | 4 à 10 ans | * |
| Tins/ Correc d'en Colomer/Font Daudet | Céret | Av Déodat de Séverac | Route du Ventous | 3 000,00 | 16 000,00 | 16 000,00 | 1 à 3 ans | |
| El Riucerdà | Céret | Le Tech | Gué amont Mas Tauriac | 2 000,00 | 8 000,00 | 9 600,00 | 4 à 10 ans | * |
| L'Ample | Reynès | Le Tech | aval Can Pei | 2 000,00 | 14 000,00 | 16 800,00 | > 10 ans | * |
| Rivière les Aigues | St Jean Pla de Corts | Pont RD 115 | Mas de San miguel | 2 000,00 | 9 000,00 | 10 800,00 | > 10 ans | * |
| Correc de la Vinyassa | Tressere | Pont A9 | La Vinyassa sortie village | 1 400,00 | 9 000,00 | 10 800,00 | 4 à 10 ans | * |
| La Rome | Les Cluses | Passage à gué RD13 B | Château des maures | 2 500,00 | 12 000,00 | 12 000,00 | 4 à 10 ans | * |
| Totaux | | | | 17 880,00 | 102 000,00 | 116 800,00 | | |
| Secteur Haut Vallespir | | | | | | | | |
| Ribera del Castell | Serralongue | Confluence lamanère | Pont RD 44 | 400,00 | 3 000,00 | 3 600,00 | 4 à 10 ans | * |
| Le Tech | Le Tech | STEP | microcentrale | 760,00 | 8 000,00 | 9 600,00 | 1 à 3 ans | |
| Le Tech | Prats de Mollo La Preste | pont camping St Martin | Maison de retraite | 2 280,00 | 8 000,00 | 9 600,00 | 1 à 3 ans | |
| Ravin de Pla coma/Correc les Boixeres | Corsavy | aval Pont RD44 | amont Pot RD44 | 200,00 | 3 000,00 | 3 600,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc de la Guillema | Prats de Mollo La Preste | Le Tech | El Sunyer | 1 500,00 | 6 000,00 | 7 200,00 | 4 à 10 ans | * |
| Le Tech | Amélie les bains Palalda | Prise d'eau canal | Pont Casino | 450,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Le Riuferrer | Arles sur Tech | confluence avec le Tech | amont passerelle camping | 620,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 1 à 3 ans | |
| correc de la Barde | Arles sur Tech | confluence avec le Tech | Propriété Diulus | 332,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc de la serra | Arles sur Tech | confluence avec le Tech | amont Can tuja | 411,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc de les Fontaines | Montferrer | confluence avec le Tech | gué Mas Maures | 1 300,00 | 10 000,00 | 12 000,00 | > 10 ans | * |
| Le Lamanère | Lamanère | vieux Pont | lieu dit Terre Roig | 1 100,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc del mas brixot | La Preste | Le Tech | Mas brixot | 200,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Correc de santa Maria | La Preste | Le Tech | Les Thermes | 200,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 à 3 ans | |
| La Quère | St Laurent de Cerdans | confluence la Dou | La Forge del Mitg | 1 300,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | > 10 ans | * |
| La Bivéra | St Laurent de Cerdans | Confluence la Quère | El Padiras | 1 300,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | 1 à 3 ans | |
| Totaux | | | | 12 353,00 | 87 000,00 | 94 600,00 | | |
| 148 500 € | lot 3 travaux manuels à faible technicité réservés à l'insertion | | | | linéaires (m) | Coût (€HT) | | |
| 139 000 € | lot 2 travaux majoritairement manuels à forte technicité réservés aux entreprises spécialisées | | | TOTAL Général | | 61 998,00 | 333 500,00 | |
| 46 000 € | lot 1 travaux majoritairement mécanisés réservés aux entreprises spécialisées | | | | | Coût (€TTC) | 370 500,00 | |
| Total 44 chantiers: | | | | * Travaux éligibles HT aide AEFMC = | | 166 000,00 | | |

Travaux de gestion sédimentaire 2025*

Programmation annuelle - montant prévisionnel 181 200€

| cours d'eau | lieu dit / secteur | communes | Superficie (m2) | côut €HT | côut € TTC | Type de travaux | Mètres linéaires |
|---------------|--------------------------------|-------------------------|-----------------|----------------|----------------|--|------------------|
| Le Tech | Amont Pont RD15 | Prats de Mollo | 22 000 | 25 000 | 30 000 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 500 |
| Le Tech | Amont Pont Neuf | Arles sur Tech | 8 000 | 8 000 | 9 600 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 250 |
| Le Tech | Can Dai | Amélie les Bains | 20 000 | 20 000 | 24 000 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 350 |
| Le Tech | Aval Passerelle Papeterie | Amélie les Bains | 15 000 | 10 000 | 12 000 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 400 |
| Le Tech | Aval Pont du Diable | Céret | 8 000 | 10 000 | 12 000 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 250 |
| Le Tech | Ancienne décharge/Rive droite | Céret | 18 000 | 14 000 | 16 800 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 400 |
| Le Tech | Aval Pont SNCF TGV | Montesquieu des Albères | 13 000 | 14 000 | 16 800 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 300 |
| Le Tech | Aval Pont Lluis Companys/RD900 | Le Boulou | 24 000 | 26 000 | 31 200 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 650 |
| Le Tech | Aval Camping la vallée | St Jean Pla de Corts | 25 000 | 24 000 | 28 800 | Gestion sédimentaire/Réouverture bras mort du Tech/Remobilisation des sédiments en forêt alluviale | 400 |
| Totaux | | | 153 000 | 151 000 | 181 200 | | 3500 |

Cumulée aux opérations d'entretien, cette programmation porte à plus de 550 000€ le montant engagé par le syndicat dans la gestion des cours d'eau pour l'année 2025.

Requalification de la passe à poissons - Le Boulou*

Dysfonctionnelle depuis plusieurs années suite à une crue, la passe à poissons du sein du moulin sur la commune de Le Boulou doit être reprise. La commune a souhaité confier ce dossier au syndicat au titre de la restauration de la continuité écologique. Le montant global de l'opération, maîtrise d'œuvre incluse, est évalué à 470 000€ dont une première tranche avait déjà été proposée au BP2024 mais réduite au niveau des RAR à la partie maîtrise d'œuvre. En 2025, une inscription complémentaire de 420 000€ pour les travaux sera proposée.

Restauration de la continuité écologique - opération passages à gué 2025*

Durant ces dernières années, le syndicat a porté une réflexion sur les ouvrages transversaux, dont les passages à gué, susceptibles de faire obstacle aux écoulements, au transport solide et/ou à la continuité piscicole. Un programme pluriannuel d'investissement est en cours de finalisation. Afin d'initier les réalisations correspondantes, il est proposé en 2025 de travailler sur trois ouvrages implantés pour deux d'entre eux à Le Boulou/Maureillas et Les Cluses sur la rivière La Rome (320 000€ dont MOE) et à Lamanère pour le troisième (150 000€ dont MOE).

Travaux restauration de la continuité écologique sur le passage à gué de la microcentrale sur Prats de Mollo*

Évaluée initialement à 170 000€, cette opération de restauration de la continuité écologique permettra de désenclaver un linéaire de plus de 10 kilomètres de cours d'eau sur le Tech. En corollaire, elle améliorera également la desserte de la microcentrale. Compte tenu de la mission de maîtrise d'œuvre réalisée et d'une évaluation plus précise des coûts, une enveloppe complémentaire de 50 000€ sera proposée au BP 2025 en complément des RAR.

Travaux ouvrages hydrauliques et systèmes d'endiguement*

Suites aux études relatives à l'identification de potentiels systèmes d'endiguement sur la Massane à Argelès sur Mer, la nécessité d'investigations géotechniques s'est traduite par une inscription au BP2024. Cette réalisation a été reconduite en restes à réaliser du fait d'un blocage par la DDTM66. Relancée en 2025, cette opération d'acquisition de connaissances sur les ouvrages existants devra être complétée par la réalisation de premiers travaux. Afin de répondre à ces deux enjeux, une enveloppe complémentaire de 100 000€ sera ajoutée en 2025 aux restes à réaliser pour permettre ces réalisations.

Travaux zone humide Baixos à Villelongue dels Monts*

Identifiée comme telle par l'étude stratégique des zones humides menée en 2019, le secteur de l'ancienne gravière des Baixos pourrait bénéficier de travaux de restauration multiusages (stockage, zone humide, zone d'expansion des crues, recharge des nappes, biodiversité...) Au delà des restes à réaliser sur l'opération initiée en 2024, une nouvelle inscription de 50 000€ pour la maîtrise d'œuvre (complétée de 25 000€ pour d'éventuel frais de débroussaillage = réinscription) et une enveloppe de 80 000€ seront proposées au BP2025 afin d'initier une première phase de réalisations.

Etude diagnostic du canal écreteur de la Riberette à Argelès sur Mer*

Faisant suite à l'étude hydraulique sur la Riberette, et dans un premier temps, l'objectif de la présente opération sera de mener un diagnostic complet de l'état de cet ouvrage. Dans un second temps, il conviendra de proposer plusieurs alternatives de travaux de remise en état du canal afin qu'il puisse continuer à assurer son rôle d'écrêtement des crues de la Riberette de manière pérenne. Une optimisation de son rôle pourra également être étudiée. Le montant de cette réalisation initialement évalué à 60 000€ sera complété d'une proposition d'inscription complémentaire au BP 2025 à hauteur de 3 500€ pour les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Etude bilan évaluation du PGRE (Plan de Gestion de la Ressource en Eau)

Approuvé en 2018 mais initié en 2013 sur notre territoire, le PGRE arrive à son terme avec déjà deux prorogations. Afin d'en tirer tous les enseignements, les services de l'Etat dont l'Agence de l'Eau en demande un bilan-évaluation avant le passage au futur PTGE. Si le bilan sera réalisé en régie, l'évaluation sera confiée à un prestataire externe. Aussi, une inscription de 50 000€ pour cette réalisation sera proposée au BP 2025.

NB : Toutes les opérations marquées d'une * sont des contributions directes à la mise en application de la compétence GEMAPI.

Les actions connexes en 2025

En 2025,

- Le syndicat initiera la révision du SAGE en intensifiant le rôle de la CLE;
- Le syndicat poursuivra l'animation et la mise en œuvre du programme d'étude préalable au PAPI approuvé en août 2021 et prorogé (2.4M€ sur 4 ans) et préparera la candidature au futur PAPI;
- Dans le cadre de l'animation PGRE prolongé jusqu'en 2025, dans l'attente du futur PTGE et en complément du partage de la ressource, le SMIGATA poursuivra l'accompagnement des préleveurs du territoire dans leurs opérations d'optimisation des prélèvements et accompagnera les usagers au sens large dans leurs projets d'économies d'eau....
- Un projet de nouveau contrat "Eau & Climat" avec l'Agence de l'Eau sera présenté;
- enfin, la structure poursuivra son accompagnement aux ASA/ASCO du territoire (à la demande).

c/ Les participations prévisionnelles des EPCI pour 2025

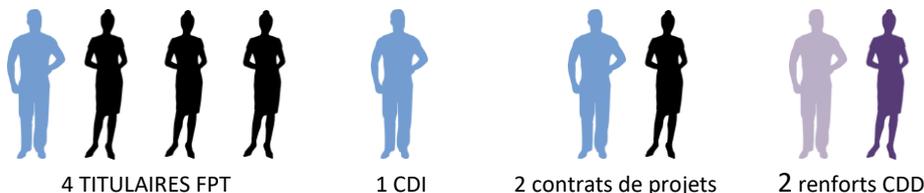
Les participations 2024 ont été calculées sur la base d'un prévisionnel reprenant les éléments de programmation explicités ci-avant et en application des clés de répartition inscrites aux statuts de la structure (Cf. page 6-7).

Il est proposé de définir les contributions 2025 comme suit:

| | Participation 2025 | GEMAPI | HORS GEMAPI | PARTICIPATION 2024 | Ecart 2025 ET 2024 | |
|---------------------------|--------------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|--------|
| CC du VALLESPIR | 192 121,87 € | 165 635,68 € | 26 486,20 € | 164 389,82 € | 27 732,05 € | 16,87% |
| CC des Aspres | 46 607,63 € | 39 573,97 € | 7 033,65 € | 25 306,64 € | 21 300,99 € | 84,17% |
| CC du Haut Vallespir | 132 911,60 € | 115 528,68 € | 17 382,92 € | 117 875,89 € | 15 035,71 € | 12,76% |
| CC Alberes Côte Vermeille | 729 902,44 € | 642 858,77 € | 87 043,67 € | 792 599,19 € | -62 696,75 € | -7,91% |
| total de vérification | 1 101 543,54 € | 963 597,10 € | 137 946,44 € | 1 100 171,54 € | 1 372,00 € | 0,12% |

d/ Les effectifs

Au 31/12/2024, l'effectif de la structure s'établit à 9 agents (Cf descriptif équipe technique p 11)



En 2024, deux personnes ont été recrutées en renfort pour accroissement d'activités sur les postes vacants de technicien rivières et en soutien au chargé de missions PAPI/Risques.

Cette situation de recrutement difficile malgré les nombreux appels à candidatures lancés depuis 2 ans pénalise le bon fonctionnement de la structure avec un plan de charge conséquent devant être assumé par les agents en fonction.

En 2025, il sera alors indispensable d'évaluer objectivement les besoins générés par la montée en puissance des opérations portées par la structure, de mettre en place un programme de Gestion Prévisionnel des Emplois et des Compétences (GPEC) pour les années à venir, et de statuer sur les éventuelles opportunités à saisir (Natura 2000)...

Concernant les frais de personnel en 2024 :



| NOM SALARIÉ | FONCTION AGENT | STATUT AGENT | DATE RECRUTEMENT | TEMPS DE TRAVAIL | COUT CHARGE AGENT | subv 2024 notifiée (poste+fct) | Subvention | % salaire brut chargé | salaire chargé 2024 pour SMIGATA | Ancienneté en 2024 | NET SOCIAL AGENT au 31/12/2024 |
|----------------------|--|--|------------------|------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------|
| | | | | | ANNUUEL CHARGÉ | | | | | | |
| ISABELLE FARRÉS | Directeur | Ingénieur Principal 5ème E IB837/IM885 (25/11/2022) | 15/04/1998 | 35H | 77 215,18 | 144 550,00 | mission gestion concertée | 65,96% | 74 600,28 | 26 | 3 688,83 |
| JULIEN LE GUERN | Chargé de mission SAGE | Contractuel CDI éq Ingénieur 4ème E IB565/IM478 (01/08/2021) | 01/07/2013 | 35H | 47 569,86 | | mission gestion quantitative + SAGE | | | 11 | 2 200,49 |
| BETTY COMTE | Chargée de mission GQC | Contractuel CDD éq Ingénieur 1er E (IB444/IM390) 01/05/2023 | 01/05/2023 | 35H | 37 066,92 | | mission gestion quantitative | | | 1 | 1 781,36 |
| DAVID THOMAS | Technicien rivières | Technicien Principal de 1ère Classe 6ème E IB573/IM484 | 01/07/2022 | 35H | 52 445,30 | | Mission milieux +PPGV | | | 3 | 2 410,86 |
| CHLOE LECOQ | Technicienne Rivières | Renfort équipe - CDD | 15/11/2024 | 35H | 4 853,02 | | | | | 0 | 1 812,37 |
| NICOLAS DELAMON | Chargé de Missions RISQUES/PAPI | Contractuel CDD éq Ingénieur 2E (IB484/IM419) | 01/04/2019 | 35H | 43 878,91 | 60 836,79 | Brut chargé x80% | 80,00% | 15 209,20 | 5 | 2 017,11 |
| LUKE DERIES GLAISTER | Chargé de Missions RISQUES/PAPI | Renfort équipe - CDD 6 mois | 01/05/2024 | 35H | 18 532,78 | | Brut chargé x80% | | | — | — |
| CATHY SZAJEK | Responsable Finances et RH | Adjoint Administratif 2cl 7E IB416/IM472 (16/02/2023) | 16/08/2022 | 35H | 45 447,66 | | Brut chargé x30% x80% | | | 2 | 2 205,00 |
| EMMA GROOTENBOER | Assistance administrative et comptable | Adjoint administratif stagiaire 7E IB381/IM367 (01/09/2023) | 01/09/2022 | 35H | 35 231,05 | — | 0,00% | 34 227,00 | 2 | 1 467,20 | |
| | | | | | 362 240,68 | 205 386,79 | TOTAL 2024 | | 155 849,84 € | | |

ÉTUDES 2024

- Finalisation de l'étude hydraulique sur la Martine Basse à Banyuls sur Mer
- Poursuite des études sur les digues classées du territoire Tech-Albères (Argelès sur Mer, Saint Jean Pla de Corts et Maureillas)
- Lancement des investigations pour la création d'un bassin tampon sur le secteur de La Galère à Collioure
- Poursuite de la mise en œuvre d'un système d'alerte pour les crues à Cerbère (dont négociations foncières avec SNCF)
- Poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre sur les ouvrages du Riu Ferrer à Arles sur Tech
- Réalisation des cahiers des charges et dossiers de consultation des entreprises pour étude géotechnique Massane, repères de crues, étude interfluve, diagnostic du canal écrêteur de la Riberette...
- Première phase en régie avec la DREAL des investigations sur les possibilités d'instrumentation en matière de prévision des crues
- Lancement des opérations de réduction de la vulnérabilité du bâti en zone inondable
- Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la passe à poissons de Le Boulou
- Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre pour la reprise du passage à gué sur le Tech à Prats de Mollo (études préalables dont géotechnique et AVP)
- Mise en œuvre de l'opération compteurs pour l'amélioration du suivi des prélèvements et le partage de l'Eau en particulier en période d'étiage
ou encore la réalisation du plan de communication sur la gestion quantitative...

La sensibilisation des scolaires aux risques d'inondations et crues torrentielles a également été poursuivie pour la troisième année consécutive avec une quinzaine de classes du territoire.

De plus, malgré quelques difficultés avec les bureaux d'études en charge du dossier, l'année 2024 a également permis la poursuite du projet **EAU rizon 2070**, étude de prospective de la ressource en eau au regard du changement climatique à échéance 2070, qui est porté conjointement par les Syndicats Mixtes de l'Agly, de la Têt, du Réart, du Tech et la communauté de communes Pyrénées-Cerdagne. La phase 2 a été dédiée au diagnostic de vulnérabilité du territoire au regard de la prospective climatique. Cette réalisation très importante pour caler au mieux la suite de nos programmations opérationnelles sera également la base du **futur projet de territoire pour la gestion de l'Eau (PTGE)**.

TRAVAUX 2024

- Finalisation de la phase 2 des travaux de renaturation de la Baillaury à Banyuls sur Mer (montant global opération = 1 217 000€ TTC)



Création d'un lit emboîté fonctionnel



Installation du cheminement

- Poursuite des travaux de restauration physique et écologique du Tanyari à Palau del Vidre - marché de travaux notifié en septembre 2023 pour 3M€
= fin des terrassements, approche géomorphologique du nouveau lit remodelé (1er semestre) et reprise des ouvrages

= dernier trimestre début des aménagements écologiques et des plantations



- Restauration et entretien des cours d'eau

| PER 5 ET P16 | | Bons de commandes | Coût € TTC | Linéaire (km) | Surface (Ha) | Déchets (m3) |
|-----------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------|---|--|--|
| SMIGATA MOE EN REGIE | LOT 1 Mécanisé | 10 | 198 017.03 € | 19 | 12 | 10 |
| | LOT 2 Manuel qualifié | 7 | 44 972.76 € | 15 | 12 | 16 |
| | LOT 3 Insertion | 27 | 161 120.66 € | 34 | 19 | 32 |
| | Total travaux SMIGATA | 44 | 404 110.45 € | 68 | 43 | 58 |
| SOUS MOE OPALE | LOT 1 Mécanisé | 5 | 114 376.8 € | 2 | 3 | 2 |
| | LOT 2 Manuel qualifié | 7 | 53 545.15 € | 9 | 5 | 10 |
| | Coût MOE | | 23 337.60 € | | | |
| | Total travaux sous MOE | 12 | 191 259.57 € | 11 | 8 | 12 |
| Totaux SMIGATA | | 56 | 595 370 € | 79 km Soit presque l'équivalent du linéaire du Tech | 51 Ha Soit l'équivalent de 10 terrains de foot | 70 m3 Soit l'équivalent de 3 camions poubelles |

| Communauté de communes | Dépenses PER 5 et P16 (montant € TTC) |
|------------------------|---------------------------------------|
| CDC ACVI | 251 203 € |
| ASPRES | 23 083 € |
| VALLESPİR | 90 816 € |
| HAUT VALLESPİR | 230 268 € |
| TOTAL | 595 370 € |

Quelques exemples de réalisations :

La Riberette à St-André



AVANT

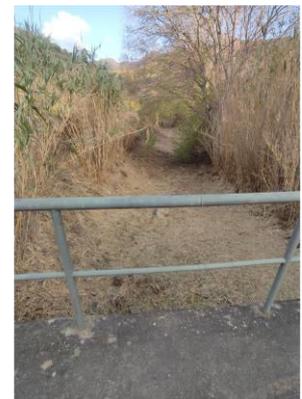


APRES

La Baillaury à Banyuls-sur-mer



AVANT



APRES

La Basse à Banyuls-dels-Aspres



AVANT



APRES

La Valmagne au Boulou



AVANT



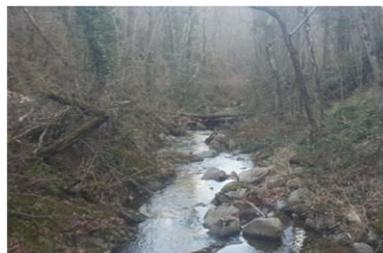
APRES

APRES

Le Tech au Boulou



Le Castell à Serralongue



AVANT



APRES

Le Tech, Arles-sur-Tech



PENDANT



APRES

Le Tech à Prats de Mollo (Abadia)



PENDANT



APRES

A noter enfin,
- Travaux de reprise des joints sur le futur système d'endiguement Baillaury/Val Pompo à Banyuls sur Mer (23 000€)

PERSPECTIVES 2025

2025 verra notamment :

- les programmations de restauration et d'entretien des cours d'eau se poursuivra avec la P17 en matière de gestion sédimentaire (181 200€ TTC) ainsi que de la programmation 2025 d'entretien régulier (370 500€);
- la poursuite de la maîtrise d'œuvre pour la requalification des ouvrages sur le Riu Ferrer à Arles sur Tech (83 000€),
- l'engagement et le suivi de plusieurs études relatives à l'instrumentation en faveur de la prévision des crues (56 000€), la réduction de la vulnérabilité (146 000€), les flux admissibles (60 000€), la zone d'interfluve Tech-Réart (65 000€) ou encore l'impact des travaux réalisés sur le barrage de la Rasclou à Sorède (50 000€),
- le lancement d'investigations sur le rôle et l'état du canal écrêteur de la Riberette à Argelès sur Mer (60 000€),
- le lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre pour la renaturation du Mondony dans la traversée urbaine d'Amélie les Bains (100 000€)
- l'amélioration de la connaissance des prélèvements par l'installation de compteurs sur les canaux non équipés (200 000€) et la poursuite des plans de communication grand public et scolaires en faveur de la nécessaire sobriété des usages,
- le lancement de la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de prévention des inondations au niveau du hameau de Las Illas sur la commune de Maureillas,
- la pose de repères de crues (35 000€),
- le lancement de travaux sur trois passages à gué faisant obstacle aux écoulements, au transport solide et/ou à la continuité piscicole sur la Rome à Le Boulou/ Maureillas et Les Cluses et sur le Lamanère à Lamanère
- la finalisation des études préalables à des travaux de restauration multifonctionnelle du site pilote sur les Baixos à Villelongue dels Monts...

Concernant le Tanyari à Palau del Vidre, les travaux ont débuté fin d'été 2023 - leur finalisation pour un montant global de 3.8 M€ est prévue pour le 1er semestre 2025 et une réception avant l'été.

La requalification de la passe à poissons du seuil du moulin au Boulou sera lancée (470 000€) et 2025 verra également la finalisation de la restauration de la continuité écologique sur un passage à gué à Prats de Mollo (220 000€) et le lancement de nouvelles investigations/travaux sur les ouvrages de La Rome et du Lamanère.

Enfin, on peut noter pour 2025 le lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre complète en vue de travaux hydrauliques sur le Hameau de Las Illas à Maureillas. Cette réalisation reste assujettie à des pré-requis : foncier, voirie... et pourrait se traduire par une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la commune.

La maîtrise d'œuvre en cours concernant les nécessaires travaux sur le Riu Ferrer dans la traversée urbaine d'Arles sur Tech doit livrer en 2025 un scénario de réaménagement des ouvrages défectueux et le dépôt des dossiers réglementaires préalables aux travaux correspondants.

En matière de prévention contre les inondations, 2025 verra également la préparation de la candidature au futur programme d'actions de prévention des inondations (PAPI II) qui permettra la mise en œuvre opérationnelle de différentes opérations de travaux issues des études hydrauliques réalisées.

D'un point de vue stratégique concernant la prévention des risques et en application de la stratégie locale approuvée en comité syndical le 11 mars 2020, les investigations sur les ouvrages de protection continueront à constituer un fil rouge pour l'année 2025 car les connaissances, malgré les opérations déjà lancées, sont encore insatisfaisantes alors que, réglementairement, le syndicat est déjà en position de responsabilité sur cette thématique des ouvrages de protection, qui est une véritable gageure.

En conclusion, 2025 sera dédiée à la poursuite de la montée en puissance des interventions GEMAPI avec la poursuite de la réalisation de travaux de restauration dont continue écologique, la poursuite du déploiement de l'entretien régulier des cours d'eau, la concrétisation des investigations en cours et leurs suites opérationnelles (instrumentation, réduction de la vulnérabilité...), et, au delà de la poursuite en continu des études d'acquisition de connaissance, la préparation de la programmation pluriannuelle pour le prochain mandat.

En effet, 2025 constitue la dernière ligne droite du mandat en cours. L'année se doit donc d'être conclusive, sur certaines opérations et phases préparatoires, et prospective sur les années à venir.

Ainsi, concernant le volet de la gestion quantitative, le projet EAURizon 2070 sera mené à terme en partenariat avec les quatre autres structures de bassins versants du département. Cette réflexion prospective sur l'évolution des usages et des besoins en eau au regard la disponibilité des ressources dans un contexte de changement climatique permettra de requalifier le PGRE en PTGE (projet de territoire pour la gestion de l'eau) avec un volet opérationnel et des financements optimisés. Dans ce cadre également un travail avec les communes et communautés de communes sera initié afin de déterminer un programme d'actions de sobriété dans les usages publics de l'Eau.

D'un point de vue statutaire, dans le cadre de l'étude sur l'interfluve Tech-Réart, une réflexion sur une éventuelle évolution du périmètre syndical pourrait également être menée afin d'envisager le cas échéant l'adhésion des communes de Latour Bas Elne et Saint Cyprien situées dans la zone d'interfluve et supportant à ce titre les inondations par le Tech avec une interaction forte sur la commune d'Elne.

La préparation d'une candidature pour une reconnaissance de la structure en tant qu'EPTB (Établissement Public Territorial de Bassin) viendra également compléter les réflexions sur l'évolution de la structure et sera donc relancée en 2025 faute d'avoir pu aboutir en 2024.

Et enfin,

afin de répondre aux enjeux de la gestion qualitative et quantitative de nos ressources en Eau et de la restauration / renaturation/ préservation des milieux aquatiques sur notre territoire pour le prochain mandat, un contrat "Eau & Climat", nouvelle génération des contrats de rivière, pourra être préparé en vue d'une signature avec l'Agence de l'Eau en 2026 garantissant un cadre cohérent de réalisations et l'obtention de financements bonifiés.